

Le mouvement jeune-wallon face à la flamandisation de l'Université de Gand (1918-1924)

Virgile Royen

Citer ce document / Cite this document :

Royen Virgile. Le mouvement jeune-wallon face à la flamandisation de l'Université de Gand (1918-1924). In: Revue belge de philologie et d'histoire, tome 98, fasc. 2, 2020. Histoire – Geschiedenis. pp. 449-486;

doi : <https://doi.org/10.3406/rbph.2020.9462>

https://www.persee.fr/doc/rbph_0035-0818_2020_num_98_2_9462

Fichier pdf généré le 07/11/2022

Résumé

Entre 1918 et 1923, le Mouvement wallon mena son plus grand combat pour le maintien du français en Flandre : la campagne contre la flamandisation de l'Université de Gand. Paradoxalement, l'année 1923 fut aussi marquée par la sécession des fédéralistes à l'Assemblée wallonne. Le cas des " Jeunes-Wallons" est encore plus étrange. Les " Jeunes-Wallons" constituaient à cette époque un groupe d'étudiants et jeunes diplômés de l'Université de Liège, et revendiquaient simultanément la sauvegarde de la culture française en Flandre et l'autodétermination des régions flamandes et wallonnes. Comment pouvaient-ils justifier ce paradoxe ? Dans cet article, les discours politiques produits par ces " Jeunes-Wallons" sont systématiquement analysés, dans le but de comprendre le sens et la logique que donnaient ces militants à ce qui a pu apparaître – parfois même à leurs propres yeux – comme des conceptions contradictoires de la nation.

Tussen 1918 en 1923 voerde de Waalse Beweging zijn grootste strijd voor de handhaving van het Frans in Vlaanderen : de campagne tegen de vernederlandsing van de Rijksuniversiteit Gent. Paradoxaal ging het jaar 1923 ook gepaard met de afscheuring van de federalisten binnen de Assemblée wallonne. Het standpunt van de " Jeunes-Wallons" is nog eigenaardiger. Deze groep bestond uit studenten en jong afgestudeerden van de Luikse universiteit en eiste het zelfbeschikkingsrecht voor de Vlaamse en Waalse landsgedeelten, alsook de handhaving van de Franse cultuur in Vlaanderen. Hoe kon men dergelijke paradox rechtvaardigen ? In dit artikel wordt het politieke discours van de " Jeunes-Wallons" systematisch geanalyseerd. De focus ligt hierbij op de betekenis en samenhang die ze gaven aan hun opvattingen over de natie, hoewel die soms zelfs in hun eigen ogen tegenstrijdig waren.

Abstract

Between 1918 and 1923, the Walloon Movement led its greatest struggle for the defence of the French language in Flanders : the campaign against the " flemishisation" of the University of Ghent. Paradoxically, the year 1923 was also marked by the secession of the Walloon federalists from the Assemblée wallonne. The case of the " Jeunes-Wallons" is even odder. They formed a student and graduate movement born in the University of Liège, which demanded both protection of the French culture in Flanders and self-determination for the Flemish and Walloon regions. But how could they justify this paradox ? This article aims at analysing the political discourses produced by these " Jeunes-Wallons", by focusing on the meaning and consistency which they gave to these – sometimes admittedly – contradictory views on nation.

Le mouvement jeune-wallon face à la flamandisation de l'Université de Gand (1918-1924)*

Virgile ROYEN
Université de Liège

Dans *L'Encyclopédie du Mouvement wallon*⁽¹⁾, la notice consacrée à la lutte contre la flamandisation de l'Université de Gand se conclut par ce commentaire : « Le Mouvement wallon a dépensé une partie de ses forces dans un combat d'arrière-garde... qui n'était pas le sien »⁽²⁾. Cette phrase témoigne de la prise de distance rétrospective du militantisme wallon par rapport à son engagement initial pour la défense de la « Belgique de 1830 » unie par la langue française. Cet engagement, dont la lutte contre la flamandisation de l'Université de Gand entre 1918 et 1923 constitue l'acmé, fut par la suite perçu comme une déviance par rapport aux « véritables » objectifs du Mouvement, à savoir la défense des intérêts et de la culture wallons par le fédéralisme⁽³⁾. Cependant, si 'Gand Français' incarne cette « déviance », il en annonce aussi la fin. En juin 1923, les militants wallons de tendance autonomiste abandonnent l'Assemblée wallonne, unitariste, et à travers elle, le français en Flandre.

Comment expliquer la simultanéité de ce combat contre la flamandisation de l'Université de Gand et de cette radicalisation des fédéralistes ? Deux hypothèses coexistent dans la bibliographie. La première est pragmatique : le Mouvement wallon a toujours souhaité le maintien du français en Flandre, mais a dû abandonner cet objectif et se replier sur la solution fédéraliste de peur de voir le néerlandais introduit en Wallonie par l'immigration flamande et le bilinguisme administratif. Si cette hypothèse est largement acceptée⁽⁴⁾,

(*) Je tiens à remercier chaleureusement Mme Catherine Lanneau, professeur d'Histoire de la Belgique et de ses relations internationales (XIX^e-XX^e siècles) à l'Université de Liège, pour ses relectures, ses conseils et son soutien lors de la rédaction de cet article et du mémoire de fin d'études dont il est issu.

(1) Abréviations : *Encyclopédie du Mouvement wallon* (EMW), *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* (NEVB), *Le Vaillant* (LV), *Liège-Universitaire* (LU), *La Barricade* (LB), *La Jeune Revue wallonne* (JRW), Ligue des Étudiants wallons (LEW), Comité étudiantin de Résistance à la Flamandisation de l'Université de Gand (CERFUG).

(2) Alain COLIGNON, « Flamandisation de l'Université de Gand », dans Paul DELFORGE, Philippe DESTATTE & Micheline LIBON, éd., *EMW*, t. 2 : *F-N*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 2000, p. 640.

(3) Chantal KESTELOOT « Alliés ou ennemis? La place des francophones de Flandre dans les combats du Mouvement wallon », dans *FrancoFonie. Revue du Centre d'Étude des Francophones en Flandre*, t. 1, 2011, 3, p. 61-62.

(4) Emmanuel GERARD, *Nouvelle histoire de Belgique (1918-1939), La Démocratie rêvée, bridée et bafouée*, Bruxelles, Le Cri, 2008, p. 147-148 et 149 ; Els WITTE & Harry VAN VELTHOVEN, *Les Querelles linguistiques en Belgique. Le point de vue historique*, Bruxelles, Le Cri, 2011, p. 79-84 ; Chantal KESTELOOT, *Au nom de la Wallonie et de Bruxelles français. Les origines du FDF*, Bruxelles, Complexes | CEGES, 2004, p. 58 ; EAD., *Waaals regionalisme tegenover nationalisme. Andere projecten of enkel een andere naam? Paul Verbraekenlezing 2013*, Bruxelles, VUB-Press, 2013, p. 27.

il reste cependant à comprendre comment les militants wallons ont négocié, dans leurs discours politiques, un virage aussi serré : leurs principes et leurs alliances étaient en jeu. Chantal Kesteloot, qui s'est penchée sur ce paradoxe dans ses travaux, conclut : « Il est impossible de dater clairement l'évolution : l'attachement (sentimental) à 'Gand Français' perdure et des discours contradictoires – fédéralisme et liberté linguistique – se superposent »⁽⁵⁾. Ce sont ces discours contradictoires que nous nous proposons d'étudier dans cet article.

D'autre part, Paul Delforge, analysant la composition de l'Assemblée wallonne, suggère que le recul du fédéralisme au lendemain de la Grande Guerre y découlerait, au moins en partie, de l'arrivée de nouveaux membres, fonctionnaires et professeurs d'université, dont les intérêts professionnels vont à l'encontre des progrès du néerlandais en Flandre et en Belgique. Au sein de la majorité unitariste de l'Assemblée en 1923, on ne compte que 36% des membres-fondateurs de 1912⁽⁶⁾. En somme, ce qui aurait changé, ce ne seraient pas seulement les idées : ce seraient peut-être surtout les personnes.

Et pourtant. Le 22 décembre 1922, à Bruxelles, un groupe d'étudiants liégeois viole la Zone Neutre, bien décidé à aller chahuter les députés occupés à voter la néerlandisation de Gand : il est reçu à coups de sabres par la gendarmerie montée. C'est l'un des épisodes les plus violents de la campagne contre la flamandisation de l'Université de Gand⁽⁷⁾. Quelques mois plus tard, le 4 mai 1923, la Ligue des Étudiants wallons (LEW), association d'étudiants liégeois, adopte un *Programme autonomiste*⁽⁸⁾. C'est autour de cette première esquisse de réforme de l'État que, la même année, se rallie la Ligue d'Action wallonne de Liège, creuset du fédéralisme wallon de l'Entre-Deux-Guerres. Pourtant, c'est de cette même Ligue des Étudiants wallons qu'émane le « Comité estudiantin de Résistance à la Flamandisation de l'Université de Gand » (CERFUG). Mieux encore : l'étudiant qui préside ce Comité de Résistance, André Kaisin, est aussi celui qui a proposé l'adoption du fédéralisme comme ligne officielle de la Ligue des Étudiants wallons⁽⁹⁾. L'étude de ce « mouvement jeune-wallon »⁽¹⁰⁾ nous semble donc pertinente pour comprendre l'attitude apparemment contradictoire des fédéralistes wallons, et singulièrement liégeois.

(5) EAD., *Au nom de la Wallonie et de Bruxelles français*, op. cit., p. 57.

(6) Paul DELFORGE, *L'Assemblée wallonne (1912-1923). Premier Parlement de Wallonie ?*, Namur, Institut Destrée, 2013, p. 218.

(7) Maria-Laetitia PINEIRO-PEREZ, *L'Université de Liège: impact d'une institution d'enseignement et d'une institution scientifique dans la presse quotidienne liégeoise de 1919 à 1929*, Mémoire de licence en Histoire, inédit, Université de Liège, année académique 1989-1990, p. 145-146 ; Gita DENECKERE, « Turbulentie rond de vernederlandsing van de Gentse universiteit na de Eerste Wereldoorlog. Analyse van een besluitvormingsproces », dans *Handelingen der Maatschappij voor Geschiedenis en Oudheidkunde te Gent*, t. 48, 1994, p. 213.

(8) Paul DELFORGE & Sophie JAMINON, « Ligue d'Action wallonne de Liège (1923-1940) », dans *EMW*, t. 2, p. 99 ; S. JAMINON, « Ligue des Étudiants wallons (1921-1924) », *ibid.*, p. 997.

(9) P. DELFORGE, « Kaisin André », *ibid.*, p. 891-892.

(10) R. LIÈGE, « Sur la Barricade », dans *La Barricade*, mars 1923, p. 1. Sous la plume de cet auteur, le terme désignait explicitement le mouvement estudiantin liégeois engagé dans la lutte contre la flamandisation de l'Université de Gand, mais investi d'un objectif fédéraliste. L'usage du tiret est irrégulier.

Sources, méthodes et questions de recherche

Après avoir défini le corpus de sources, la méthode et les questions de recherche, nous reviendrons sur le chronologie de la contestation contre la flamandisation de l'université de Gand entre 1918 et 1923, puis sur l'histoire du mouvement jeune-wallon lui-même, avant d'entamer l'analyse proprement dite des discours de ses représentants.

Le Musée de la Vie wallonne (MVW), à Liège, a rassemblé une imposante collection de documents des plus divers produits par ces groupes de jeunes militants et les aînés qui les prenaient sous leurs ailes : brochures de propagande, pamphlets et tracts, affiches, journaux... Vu l'étroitesse des *termini*⁽¹¹⁾ et le nombre restreint d'acteurs, nous nous sommes efforcé de parcourir exhaustivement ce corpus, avec une attention spéciale pour le rapport de ces militants wallons aux francophones de Flandre et à la flamandisation de l'Université française de Gand. Cependant, les sources internes comme la correspondance, les procès-verbaux, les notes et rapports, quoique présents, restent minoritaires.

C'est aussi pourquoi, plutôt que d'expliquer par les représentations intimes l'attitude des militants wallons, nous nous en tiendrons à une analyse du sens qu'ils choisissaient eux-mêmes de prêter à leur attitude dans leurs discours. Il n'est jamais vraiment question de l'identité wallonne, au sens où elle est conçue, et encore moins vécue, par les Wallons : il s'agit d' « images sociales » en concurrence, construites par divers représentants des élites dans leur compétition pour la conquête des esprits⁽¹²⁾. La thèse de Vincent Scheltiens démontre ainsi le poids des mythes identitaires dans la rhétorique de lutte linguistique et la permanence du rejet de l'Autre malgré l'évolution des contenus des griefs⁽¹³⁾. Dans ce cadre, nous tenterons de déceler les arguments les plus récurrents pour justifier le basculement fédéraliste de 1923 ; d'étudier leur évolution, les liens qui existent entre eux et avec leurs auteurs ou supports d'énonciation. Nous formulerons enfin des hypothèses quant aux stratégies de travail de l'opinion qui sous-tendent le choix de ces arguments.

De plus, ce travail de l'opinion est caractérisé par son public restreint, liégeois, composé principalement d'étudiants, lesquels ne représentent à cette époque qu'en moyenne 5% de la population en âge de suivre des études supérieures⁽¹⁴⁾. Pour prendre un exemple chiffré, *La Barricade*, le mensuel de référence des autonomistes wallons, revendique 700 abonnés en mars 1923, et est régulièrement distribuée le long des manifestations wallonnes⁽¹⁵⁾. Les affiches sont placardées tantôt dans les rues de Liège, tantôt dans les

(11) Les sources consacrées à cette problématique sont cependant loin d'être également distribuées entre ces *termini*. D'abord insignifiant, leur volume augmente jusqu'à culminer au cours de l'année académique 1922-1923. L'année 1924 a été parcourue par mesure de contrôle, mais le *terminus* du 31 décembre 1924 est arbitraire.

(12) Martina AVANZA & Gilles LAFERTÉ, « Dépasser la 'construction des identités' ? Identification, image sociale, appartenance », dans *Genèses*, t. 61, 2005, 4, p. 144-145.

(13) V. SCHELTIEWS, *Met dank aan de overkant. Een politieke geschiedenis van België*, Kalmthout, Polis, 2017, p. 11-15.

(14) Charles R. DAY, « Universities. Europe », dans *The Oxford Encyclopedia of the Modern World (1750 to the present)*, t. 7 : *Slave Rebellions, American-White Slavery*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 453.

(15) « Faites votre publicité dans 'La Barricade' », dans *LB*, mars 1923, p. 4.

couloirs de l'Université (alors environ 2500 étudiants⁽¹⁶⁾) ; les militants donnent des tracts aux portes des institutions d'enseignement supérieur⁽¹⁷⁾ ; et les brochures peuvent s'acheter à la librairie du mensuel⁽¹⁸⁾. La Ligue des Étudiants wallons compte une cinquantaine de membres⁽¹⁹⁾, et le Comité de Résistance une trentaine⁽²⁰⁾. En outre, ces deux groupes sont loin de détenir le monopole du discours identitaire dans le corps étudiants liégeois : l'Union des Étudiants catholiques, de tendance nationaliste belge et maurrassienne⁽²¹⁾, les fustige abondamment dans son journal, *Le Vaillant*⁽²²⁾.

De plus, ces militants ne forment pas un bloc. Il s'agit d'un mouvement encore peu organisé, décentralisé, composé d'intellectuels ayant chacun leur vision propre de l'identité et de l'intérêt wallons⁽²³⁾. Les contradictions internes aux discours s'atténuent en prenant la mesure des conflits entre individualités fortes que cache l'étiquette de « Mouvement wallon »⁽²⁴⁾. Les deux principales sources que nous utiliserons, l'hebdomadaire *Liège-Universitaire* (*LU*) et le mensuel *La Barricade* (*LB*), admettent toutes deux une marge de liberté d'opinion : le premier est une tribune libre⁽²⁵⁾ ; et le second rappelle explicitement qu'il se contente de refléter toutes les nuances de "l'opinion autonomiste"⁽²⁶⁾.

Mais de quelles contradictions est-il réellement question ? Nous avons identifié trois couples de contraires dans lesquels la littérature localise le caractère paradoxal de ce discours. La première contradiction oppose la liberté à la contrainte linguistiques. Déjà objet de réflexions théoriques dans l'historiographie⁽²⁷⁾ mais peu présente dans le corpus étudié, elle ne sera qu'effleurée. La seconde est identitaire : à quel pays les militants prêtent-ils allégeance ? La Belgique, la Wallonie, la France ? Et surtout, quelle place

(16) Léon-Ernest HALKIN, « Introduction », dans Léon-Ernest HALKIN & Paul HARSIN, *Liber memorialis. L'Université de Liège de 1867 à 1935*, t. 1, Liège, Université de Liège, 1936, p. 95.

(17) Paul HORION, « La Jeune Garde wallonne », dans *JRW*, septembre 1920, p. 1 ; Liège, Musée de la Vie wallonne (MVW), Collections du Musée, Marcel VIVER, Secrétaire de la LEW, « Procès-verbaux 1923-1924 », [Liège], [1923-1924], p. 31-32.

(18) « Service de Librairie », dans *LB*, juin 1923, p. 4.

(19) S. JAMINON, « Ligue des Étudiants wallons », *op. cit.*, p. 997.

(20) PIEDGELÉ, « Précisions », dans *LU*, 12 janvier 1923, p. 1.

(21) *Le Vaillant*, 7 février 1922, p. 2 ; 14 décembre 1922, p. 2. Les journaux étudiants libéral et socialiste n'ayant pas été conservés, la position des cercles dont ils dépendaient est incertaine.

(22) *LV*, 18 février 1922, p. 2 ; 22 février 1922, p. 2 ; 8 octobre 1922, p. 1 ; 22 novembre 1922, p. 1 ; 6 décembre 1922, p. 2 ; 14 décembre 1922, p. 1 ; 5 décembre 1923, p. 2.

(23) Comme en témoignent les résistances que le Bureau permanent de l'AW rencontre lorsqu'il cherche à s'arroger le pouvoir sur la myriade de petites « ligues wallonnes » locales. P. DELFORGE, *L'Assemblée wallonne*, *op. cit.*, p. 201, 204 et 211.

(24) Ch. KESTELOOT, *Au nom de la Wallonie*, *op. cit.*, p. 28 et 59.

(25) Rappelé dans la manchette de chaque numéro.

(26) « NDLR », dans Jean DELVIGNE, « Vive la France ! », dans *LB*, juillet-août 1923, p. 2.

(27) David J. HENSLEY, *Defending French in Flanders (1880-1975)*, thèse de doctorat en Philosophie, inédit, Pennsylvania State University, année académique 2013-2014, p. 157-160 ; E. WITTE & H. VAN VELTHOVEN, *Les Querelles linguistiques en Belgique*, *op. cit.*, p. 14-15 et 17.

pour les francophones de Flandre dans cet ordre identitaire ? Cette question nous fait pénétrer dans le débat portant sur la nature civique ou ethnique de l'identité wallonne, déjà traitée par Maarten Van Ginderachter⁽²⁸⁾. Cette dichotomie classique est néanmoins problématique. Elle oppose deux grands critères d'admission dans la société (*social admission*) : la culture commune pour la nation ethnique, l'adhésion aux valeurs et institutions politiques pour la nation civique, postulant au passage que la première est innée et la seconde acquise. À ces limites, Tim Nieguth propose un modèle alternatif présentant trois critères d'admission dans la société : les ancêtres communs avec la communauté, la culture commune (religion, langue, folklore, valeurs morales et politiques...⁽²⁹⁾), et le simple fait d'habiter sur le territoire de la communauté⁽³⁰⁾. Enfin, la troisième contradiction oppose le fédéralisme à l'unitarisme – mais un unitarisme bilatéral. Cette aspiration au bilatéralisme, c'est-à-dire à un système politique dans lequel les communautés culturelles n'exercent le pouvoir que d'un commun accord, a été formalisée au Sénat par Joseph-Maurice Remouchamps l'unitariste secrétaire-général de l'Assemblée wallonne, à l'automne 1921. Sa proposition mort-née de révision de la Constitution visait à ce que les lois ne puissent être adoptées par la Haute Assemblée qu'à la majorité des voix dans les deux groupes linguistiques⁽³¹⁾.

Cette revendication d'égalité politique entre communautés permet de relativiser l'opposition identitaire entre Wallonie et Belgique. Céline Préaux, s'inspirant de Ferdinand Tönnies, a ainsi posé l'hypothèse selon laquelle la Flandre se présentait pour les *Vlaamsgezinden* unitaristes comme une *Gemeinschaft*, une communauté « organique », et la Belgique comme une *Gesellschaft*, une alliance de *Gemeinschaften*. Ce contrat d'alliance entre Flamands et francophones reposerait sur leurs intérêts communs et le respect de l'égalité politique et culturelle entre les deux groupes⁽³²⁾. V. Scheltiens constate des similitudes chez les militants wallons avant la Grande Guerre : pour eux, la Belgique résulterait du mariage de deux « races » aux caractères immuables et aux intérêts propres, qui choisissent librement de se réunir – ou de se séparer, si l'une des deux parties se sent lésée⁽³³⁾. Dans cette logique, le travail identitaire entamé par le Mouvement wallon depuis la fin du XIX^e siècle, et dont le Congrès de 1905 constitue le tournant, peut se concevoir comme un moyen de renforcer la position du sud du pays dans le cadre unitaire, sans remettre nécessairement ce cadre en question⁽³⁴⁾. L'affirmation de l'identité

(28) Maarten VAN GINDERACHTER, *Le chant du coq. Nation et nationalisme en Wallonie depuis 1880*, Gand, Academia Press, 2005, p. 9 et 11. Voir aussi M. VAN GINDERACHTER & Joep LEERSSEN, « Denied Ethnicism : on the Walloon Movement in Belgium », dans *Nations and Nationalism*, t. 8, 2012, 2, p. 230-246.

(29) Tim NIEGUTH, « Beyond Dichotomy: Concepts of the Nation and the Distribution of Membership », dans *Nations and Nationalism*, t. 5, 1999, 2, p. 161.

(30) *Ibid.*, p. 164-165.

(31) P. DELFORGE, *L'Assemblée wallonne, op. cit.*, p. 98-99.

(32) Céline PRÉAUX, *La fin de la Flandre belge ?*, Waterloo, Avant-propos, 2012, p. 68-69 et 71.

(33) Ch. KESTELOOT, *Au nom de la Wallonie, op. cit.*, p. 26 ; V. SCHELTIEWS, *Met dank aan de overkant, op. cit.*, p. 58, 78 et 80.

(34) M. LIBON, « Législations linguistiques », dans *EMW*, t. 2, p. 943 ; Ch. KESTELOOT, *Au nom de la Wallonie, op. cit.*, p. 24 et 29 ; EAD., « La Belgique de 1830, une nation à conserver ? Le difficile combat du Mouvement wallon dans une Belgique en mutation »,

wallonne ne s'oppose donc pas en théorie à la défense des francophones de Flandre : elle peut même en être le moyen.

De même, on peut voir dans les premières mises en cause du cadre unitaire une prolongation de la logique bilatérale. Certaines velléités fédéralistes nées dans le sud du pays avant 1914 pourraient en réalité procéder d'une stratégie rhétorique : effrayer le pouvoir central et les Flamands par des menaces séparatistes, jusqu'à obtenir la réparation des « griefs »⁽³⁵⁾. Ainsi, en dépit des premiers projets fédéralistes, l'Assemblée wallonne a été unanime à condamner la flamandisation de Gand, le 20 avril 1913⁽³⁶⁾. À la veille de la Première Guerre Mondiale, une majorité de ses membres semble hésiter entre liberté linguistique dans le nord et principe de territorialité dans le sud, au gré du rapport de force politique⁽³⁷⁾.

Le Mouvement wallon face à la flamandisation de l'Université de Gand

Il est devenu un lieu commun de dire que le bras-de-fer politique autour de la flamandisation de l'Université de Gand entre 1918 et 1923 a été interprété par ses contemporains à la lumière des expériences traumatiques de 14-18. La Première Guerre mondiale se déroule d'ailleurs encore sous leurs yeux, à travers les expéditions punitives lancées par la France et la Belgique dans l'ouest de l'Allemagne (en Rhénanie dès mars 1920 ; en Ruhr à partir de janvier 1923)⁽³⁸⁾. La germanophobie est omniprésente dans la presse francophone d'après-guerre⁽³⁹⁾, et le Mouvement flamand y est systématiquement amalgamé à l'activisme⁽⁴⁰⁾. Toute atteinte à l'Université française de Gand s'apparente à une résurrection de la *Vlaamsche Hoogeschool* fondée par l'occupant en 1916,

dans Ginette KURGAN-VAN HENTENRYK, Emiel LAMBERTS & Els WITTE, édés, *Natie en democratie (1890-1921). Actes du colloque universitaire : Bruxelles, 8-9 juin 2006*, Bruxelles, Koninklijke Vlaamse Academie van België voor Wetenschappen en Kunsten, 2007, p. 279-292 ; EAD., *Waals regionalisme, op. cit.*, p. 17.

(35) Maria DE WAELE, « De strijd om de citadel. Frankrijk en de vernederlandsing van de Gentse Universiteit (1918-1930) », dans *Revue belge d'Histoire contemporaine*, t. 32, 2002, 1, p. 159 ; Ch. KESTELOOT, « La Belgique de 1830, une nation à conserver ? », *op. cit.*, p. 285 ; EAD., *Waals regionalisme, op. cit.*, p. 19 et 21 ; EAD., « Alliés ou ennemis ? », *op. cit.*, p. 51 et 54-55 ; P. DELFORGE, *L'Assemblée wallonne, op. cit.*, p. 179.

(36) A. COLIGNON, « Flamandisation de l'Université de Gand », dans *EMW*, t. 2, p. 638.

(37) E. WITTE & H. VAN VELTHOVEN, *Les Querelles linguistiques en Belgique, op. cit.*, p. 79-84.

(38) E. GERARD, *Nouvelle histoire de Belgique, op. cit.*, p. 74.

(39) Céline RUESS, *La propagande anti-allemande en Belgique francophone après la Première Guerre mondiale (novembre 1918-1930). Du sentiment au comportement germanophobe*, Mémoire de licence en Histoire, inédit, Université de Liège, année académique 2007-2008, p. 185-186 ; Axel TIXHON, « Continuer la guerre: Sentiments germanophobes et francophiles dans la Wallonie d'entre-deux-guerres », dans Pierre-Alain TALLIER & Patrick NEFORS, édés, *Quand les canons se taisent, Actes du colloque international organisé par les Archives de l'État et le Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire (Bruxelles, 3-6 novembre 2008)*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2010, p. 259.

(40) G. DENECKERE, « Turbulentie », *op. cit.*, p. 201-232, p. 203 ; E. GERARD, *Nouvelle histoire de Belgique, op. cit.*, p. 40 et 72 ; C. PRÉAUX, *La fin de la Flandre belge ?*, *op. cit.*, p. 91.

surnommée « Université Von Bissing » par ses opposants. Le nationalisme belge s'impose sur la scène politique francophone⁽⁴¹⁾.

En face, cependant, les *Vlaamsgezinden* partisans de l'homogénéisation linguistique régionale (*minimumprogramma*) sont en position de force. Le suffrage universel simple instauré en 1919 leur a permis de percer dans les urnes et la fin de l'Union nationale rend le groupe parlementaire catholique flamand incontournable pour la survie du gouvernement catholique-libéral Theunis (décembre 1921 – avril 1925)⁽⁴²⁾. Ces « minimalistes » sont même concurrencés dans leur propre camp par les militants fédéralistes du *Frontpartij*, peu nombreux mais très visibles par leurs slogans et manifestations violents et radicaux⁽⁴³⁾. Frans Van Cauwelaert, l'homme-orchestre derrière le *minimumprogramma*, parvient à faire voter sa proposition de flamandisation complète de l'Université de Gand par la Chambre entre le 20 et le 22 décembre 1922⁽⁴⁴⁾.

L'adoption de cette loi provoque une levée de boucliers chez les francophones, en Flandre comme en Wallonie. Une Ligue nationale pour la Défense de l'Université de Gand et la Liberté des Langues est mise sur pied, et organise une grande « Manifestation nationale » le 28 janvier 1923, regroupant des dizaines de milliers de personnes⁽⁴⁵⁾. Le 20 mars 1923, le Sénat rejette le projet transmis par la Chambre. Les tentatives de conciliation échouent l'une après l'autre au cours du printemps, jusqu'à pousser le cabinet Theunis à la démission, le 15 juin 1923. Un compromis finit par aboutir début juillet. Le gouvernement est remis en selle et le Ministre des Sciences et des Arts, Pierre Nolf⁽⁴⁶⁾, parvient à faire admettre au Parlement un projet de loi qui fait de l'Université de Gand une institution bilingue⁽⁴⁷⁾. Le 10 octobre

(41) G. DENECKERE, «Turbulentie », *op. cit.*, p. 203 ; E. GERARD, *Nouvelle histoire de Belgique, op. cit.*, p. 35, 40 et 72 ; Herman VAN GOETHEM, *De monarchie en "Het einde van België"*. Een communautaire geschiedenis van Leopold I tot Albert II, Tielt, Lannoo, 2008, p. 109-111.

(42) E. GERARD, *Nouvelle histoire de Belgique, op. cit.*, p. 42-43, 45-47, 56, 60 et 251.

(43) *Ibid.*, p. 45-46, 56 et 144 ; Karel DE CLERCK, *Kroniek van de strijd voor de vernederlandsing van de Gentse universiteit*, Gent, Universiteitsarchief Gent, 1985, p. 167 et 169 ; G. DENECKERE, «Turbulentie », *op. cit.*, p. 202 ; H. VAN GOETHEM, *De monarchie en "Het einde van België"*, *op. cit.*, p. 107 et 111.

(44) K. DE CLERCK, *Kroniek, op. cit.*, p. 145 ; E. GERARD, *Nouvelle histoire de Belgique, op. cit.*, p. 56 ; M. LIBON, «Législations linguistiques », dans *EMW*, t. 2, p. 942.

(45) K. DE CLERCK, *Kroniek, op. cit.*, p. 169, 171 et 187 ; G. DENECKERE, «Turbulentie », *op. cit.*, p. 212 ; A. COLIGNON, « Flamandisation », dans *EMW*, t. 2, p. 640.

(46) Pierre Nolf (1873-1953), professeur ordinaire à l'Université de Liège à partir de 1919, dirigea pendant la Grande Guerre l'hôpital militaire Cabour à Adinkerke. Proche conseiller du roi Albert, il présida la Croix-Rouge de Belgique entre 1925 et 1945 et joua un grand rôle dans la naissance du FNRS. Il fut ministre des Sciences et des Arts entre 1921 et 1925. Le 4 juillet 1923, au terme d'une crise politique intense, il déposa au Parlement un projet de compromis sur la question gantoise. Cette « Nolfbarak » suscita l'opposition tant des partisans que des opposants à la néerlandisation de Gand, mais fut adoptée, bon gré mal gré, par les représentants de la majorité. Le 10 octobre 1923, l'« Université Nolf » ouvrait ses portes. Henri FREDERICQ, « Pierre Nolf », dans R. DEMOULIN, *Liber memorialis. L'Université de Liège de 1936 à 1966, op. cit.*, t. 2, p. 518-530 ; K. DE CLERCK, *Kroniek, op. cit.*, p. 183 et 193 ; E. GERARD, *Nouvelle histoire de Belgique, op. cit.*, p. 129.

(47) K. DE CLERCK, *Kroniek, op. cit.*, p. 182-183 ; E. GERARD, *Nouvelle histoire de Belgique, op. cit.*, p. 56 et 144 ; H. VAN GOETHEM, *De monarchie en "Het einde van België"*, *op. cit.*, p. 119 ; P. DELFORGE, *L'Assemblée wallonne, op. cit.*, p. 170-171.

1923, l'« Université Nolf » ouvre ses portes. Pour pallier cette éclipse supposée temporaire, la Ligue nationale pour la Défense de l'Université de Gand établit le 25 octobre 1923 l'École des Hautes Études de Gand, établissement privé financé par les industriels gantois⁽⁴⁸⁾.

Face à ces développements, le Mouvement wallon semble dans un premier temps s'engager dans la voie autonomiste. À la sortie de la guerre, les projets fédéralistes clandestins esquissés pendant l'occupation font surface : le 27 avril 1919, ils sont présentés et débattus lors d'une session de l'Assemblée wallonne⁽⁴⁹⁾. Aucun consensus n'aboutit cependant. La *Flamenpolitik* et le nationalisme belge ambiant ont rendu tabou l'idée de « séparation administrative »⁽⁵⁰⁾. Pour les « unionistes » de l'Assemblée wallonne et les groupements wallons de Bruxelles, l'ennemi n'est pas le Flamand, mais le « Flamingant », duquel les francophones de Flandre doivent être protégés pour sauvegarder l'unité de la Belgique et garantir son appartenance au monde civilisé. Le seul commun dénominateur entre « unionistes » et « autonomistes » semble être l'égalité politique entre Flandre et Wallonie⁽⁵¹⁾.

La loi sur l'emploi des langues dans l'administration du 29 juillet 1921 est une première épreuve pour le Mouvement wallon d'après-guerre. Surnommée « loi Von Bissing », elle est accusée de préparer la séparation du pays par les deux régions linguistiques qu'elle établit. Mais ce qui rebute surtout les militants wallons, c'est l'obligation pour les agents de l'État central de maîtriser les deux langues nationales. De surcroît, elle octroie des facilités linguistiques dans les communes où 20% de la population le demandent, y compris en Wallonie. Lors de l'adoption de la loi, les deux groupes linguistiques s'affrontent, le groupe parlementaire flamand finissant par l'emporter par le nombre. Pour les militants wallons les plus autonomistes, la « germanisation » du sud du pays est en marche et le rapport de force institutionnel n'est plus tenable⁽⁵²⁾.

Cela n'empêche pas l'Assemblée wallonne de s'engager pour la défense de l'Université française de Gand. « Le grand combat autour de 'Gand Français' est le combat emblématique par excellence de la première moitié des années 1920 », selon Chantal Kesteloot⁽⁵³⁾ : la mobilisation wallonne pour Gand-français est massive – bien davantage que celles qu'a suscitées la loi sur l'emploi des langues dans l'administration ou que suscitera la loi sur l'emploi

(48) M. DE WAELE, « De strijd om de citadel », *op. cit.*, p. 178.

(49) Ch. KESTELOOT, « La Belgique de 1830, une nation à conserver ? », *op. cit.*, p. 288 ; P. DELFORGE, *La Wallonie et la Première Guerre mondiale : pour une histoire de la séparation administrative*, Namur, Éditions Institut Jules Destrée, 2008, p. 241 et 258-259 ; ID., *L'Assemblée wallonne*, *op. cit.*, p. 136-140 et 151-153.

(50) *Ibid.*, p. 144 ; Lode WILS, *Histoire des nations belges. Belgique, Wallonie, Flandre: quinze siècles de passé commun*, trad. Ch. KESTELOOT, Bruxelles, Labor, 2005, p. 225-226 ; Ch. KESTELOOT, « Alliés ou ennemis ? », *op. cit.*, p. 54-56 ; P. DELFORGE, *L'Assemblée wallonne*, *op. cit.*, p. 144.

(51) *Ibid.*, p. 50, 171-172 ; Alain CLARA & Arnaud PIROTTE, « Défense wallonne (La) (1920-1940) », dans *EMW*, t. 1, p. 411-412 ; Ch. KESTELOOT, « La Belgique de 1830, une nation à conserver ? », *op. cit.*, p. 287 ; V. SCHELIENS, *Met dank aan de overkant*, *op. cit.*, p. 55, 68, 76 et 81-82.

(52) M. LIBON, « Législations linguistiques », dans *EMW*, t. 2, p. 942 ; P. DELFORGE, *L'Assemblée wallonne*, *op. cit.*, p. 171-172 ; Harry VAN VELTHOVEN, « 'Amis ennemis' ? Communautaire spanningen in de socialistische partij (1919-1940). Verdeeldheid. Compromis. Crisis. Eerste deel: 1918-1935 », dans *Wetenschappelijke Tijdingen*, t. 77, 2018, 1, p. 49-50.

(53) Ch. KESTELOOT, « Alliés ou ennemis ? », *op. cit.*, p. 56-57.

des langues à l'armée⁽⁵⁴⁾. Les autonomistes ne voient pas d'un très bon œil cette campagne pour une cause « étrangère » à la Wallonie⁽⁵⁵⁾. Pourtant, la lutte contre la flamandisation de Gand n'est pas la principale pomme de discorde au sein de l'Assemblée wallonne. « L'euphorie que suscite la mobilisation » fait taire les voix discordantes. Le 10 juin 1923, le rejet de la proposition de Broqueville de flamandisation partielle suscite encore l'unanimité dans ses rangs⁽⁵⁶⁾.

En revanche, le projet Devèze sur l'emploi des langues à l'armée⁽⁵⁷⁾ creuse le fossé entre autonomistes et unionistes. Là où les unitaristes de l'Assemblée se contentent de refuser l'obligation pour les officiers d'apprendre le néerlandais, les fédéralistes sont prêts à accepter celle-ci pour peu que l'armée soit séparée en régiments linguistiquement homogènes. En outre, non seulement l'Assemblée ne discute plus des solutions fédéralistes, mais son Bureau ne semble même plus disposé à les tolérer : c'est cet autoritarisme, ainsi que les querelles personnelles entre meneurs du Mouvement wallon, que P. Delforge considère comme le déclencheur de la sécession fédéraliste de juin 1923⁽⁵⁸⁾. Les autonomistes wallons se regrouperont dans la Ligue d'Action wallonne de Liège. Celle-ci soutiendra l'homogénéité linguistique régionale et le compromis qui se dessinera sur ce point entre la démocratie-chrétienne flamande et la social-démocratie wallonne à la fin des années 20. 'Gand Français' ne faisait pas le poids face à la crainte de l'immigration flamande et de la flamandisation des administrations⁽⁵⁹⁾.

Les Jeunes-Wallons

C'est sur le terreau francophile de la Cité Ardente, où ces idées fédéralistes ont historiquement été plus présentes que dans le reste de la Wallonie, que sort de terre la Ligue des Étudiants wallons⁽⁶⁰⁾. La Ligue des Étudiants wallons succède à la Ligue des Lycéens wallons (décembre 1918) et à la Jeune Garde wallonne (juillet 1919), fondées par Paul Horion, étudiant en droit⁽⁶¹⁾, et déjà

(54) E. GERARD, *Nouvelle histoire de Belgique, op. cit.*, p. 148 ; Ch. KESTELOOT, *Waals regionalisme, op. cit.*, p. 24-25.

(55) P. DELFORGE, *L'Assemblée wallonne, op. cit.*, p. 196.

(56) *Ibid.*, p. 195, 201 et 213.

(57) Albert Devèze (1881-1959), avocat bruxellois, fut député de Bruxelles entre 1912 et 1939 pour le Parti libéral. Il fut ministre de la Guerre entre 1920 et août 1923 et tenta de réformer l'emploi des langues dans l'armée belge. Son projet initial prévoyait d'imposer des examens linguistiques dans les deux langues jusqu'au niveau des sous-officiers ; mais il fut tant amendé par le Parlement que Devèze déposa sa démission. Catherine LANNEAU, « Devèze, Albert », dans *Nouvelle Biographie nationale*, t. 9 (Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2007), p. 148-153.

(58) P. DELFORGE, *L'Assemblée wallonne, op. cit.*, p. 197-198, 201-203 et 211-213.

(59) E. GERARD, *Nouvelle histoire de Belgique, op. cit.*, p. 149, p. 154-155 ; Yves QUAIRIAUX, « Immigration flamande et Mouvement wallon avant 1914 », dans *EMW*, t. 2, p. 830 ; H. VAN VELTHOVEN, « 'Amis ennemis' ? », *op. cit.*, p. 56-63.

(60) E. WITTE & H. VAN VELTHOVEN, *Les Querelles linguistiques en Belgique, op. cit.*, p. 80-81.

(61) Paul Horion (1902-1970), docteur en droit de l'Université de Liège (1925) fut avocat et substitut du Procureur du Roi à Verviers (1931), avant de devenir professeur de législation sociale et de législation industrielle à l'Université de Liège (1932). Il accéda au

placées sous le patronage de militants autonomistes de la première heure tels Auguste Buisseret ou Raymond Colleye⁽⁶²⁾. Sous l'influence de ce dernier, la Jeune Garde wallonne devient la Jeune Garde wallonne fédéraliste. Colleye lui ouvre les colonnes de son *Opinion wallonne*⁽⁶³⁾ et la Garde se réclamera de ses écrits⁽⁶⁴⁾. Paul Horion est en outre secrétaire-adjoint du Comité d'Action wallonne de Liège (CAW), la coupole des associations militantes wallonnes de l'arrondissement, noyauté en interne par les jeunes autonomistes⁽⁶⁵⁾.

La Ligue des Étudiants wallons elle-même est mentionnée pour la première fois le 30 janvier 1920⁽⁶⁶⁾. On évoque sa refondation, une première fois début mars⁽⁶⁷⁾, une deuxième fois fin octobre 1921⁽⁶⁸⁾. Enfin, début 1922, Paul Horion entreprend de la relever pour de bon⁽⁶⁹⁾. À ce stade, tout indique qu'elle serait vouée au combat fédéraliste. Pourtant, une de ses premières actions est de participer à l'organisation de la « Journée française » (9 avril 1922) organisée par la revue littéraire *Noss'Péron*⁽⁷⁰⁾, laquelle condamne le « séparatisme ». L'objectif de cet événement est de célébrer la culture française et de flétrir le Mouvement flamand. Les festivités accueillent à Liège des délégations de bon nombre de journaux et sociétés francophones de Flandre ou de Bruxelles, et se clôturent par une adresse en faveur de 'Gand Français'⁽⁷¹⁾. La jeune Ligue et le corps étudiant liégeois se trouvent ainsi directement exposés à un discours qui associe francophilie et refus de la défrancisation de la Flandre.

L'hebdomadaire *Liège-Universitaire* constitue une autre plateforme de soutien à la cause wallonne et surtout à 'Gand Français', dès novembre 1920⁽⁷²⁾. Au début de l'année académique 1922-1923, le journal relaie les appels de

poste d'administrateur-inspecteur (1947-1953) puis de commissaire du gouvernement (1953-1970) au sein de cette même institution. P. DELFORGE, « Horion, Paul », dans *EMW*, t. 2, p. 812-813.

(62) Raymond Colleye (1890-1963), journaliste réunioniste, était disciple de l'intellectuel irrédentiste Albert du Bois. Francophile, il anima un journal autonomiste *L'Opinion wallonne* à Paris pendant la Guerre 1914-1918. Auguste Buisseret (1888-1965), avocat liégeois, résistant condamné à mort pendant la Grande Guerre, entra à l'Assemblée wallonne en 1914 et la quitta avec les autres fédéralistes en 1923. Sénateur libéral de 1939 à 1961, ministre des Colonies de 1954 à 1958, bourgmestre de Liège entre 1959 et 1963, il fut membre de la Concentration wallonne, de Wallonie Libre et enfin du Mouvement populaire wallon. P. DELFORGE, « Buisseret, Auguste », dans *EMW*, t. 1, p. 206-208 ; Philippe MURET, « Colleye Raymond », *ibid.*, p. 294-295.

(63) S. JAMINON, « Jeune Garde wallonne fédéraliste », dans *EMW*, t. 2, p. 876-877.

(64) « Bibliographie », dans *JRW*, 29 & 26 septembre 1920, p. 2.

(65) P. DELFORGE, « Comité d'Action wallonne de Liège », dans *EMW*, t. 1, p. 306.

(66) « Étudiants Wallons », dans *LU*, 30 janvier 1920 ; G.V., « Qu'est devenue la Ligue des Étudiants Wallons », dans *LU*, 13 janvier 1922, p. 1.

(67) « Ligue des Étudiants Wallons », dans *LU*, 4 mars 1921, p. 3.

(68) Liège, MVW, Collections du Musée, LEW, [Affiche d'invitation à l'AG du 29 octobre 1921], [avant le 29 octobre 1921].

(69) G.V., « Qu'est devenue la Ligue des Étudiants Wallons », dans *LU*, 13 janvier 1922, p. 1.

(70) S. JAMINON, « Ligue des Étudiants wallons (1921-1924) », dans *EMW*, t. 2, p. 997.

(71) « Pour la France ! Notre Manifestation de Janvier 1922 », dans *Noss'Péron*, 9 décembre 1921, p. 1 ; « Pour la France ! Dans la presse », dans *Noss'Péron*, 16 mars 1922, p. 3.

(72) *LU*, 20 février 1920, p. 3 ; *LU*, 5 novembre 1920, p. 2.

la Ligue des Étudiants wallons à repousser « le grand assaut »⁽⁷³⁾. Ce n'est pas un hasard : son directeur, rédacteur en chef et chroniqueur hebdomadaire n'est autre qu'André Kaisin⁽⁷⁴⁾, alors vice-président de la LEW⁽⁷⁵⁾. Un autre acteur incontournable se manifeste au soir du 24 novembre 1922, lors d'un meeting de protestation contre la flamandisation de l'Université de Gand organisé par cette même Ligue⁽⁷⁶⁾ : l'anthropologue liégeois Charles Fraipont. Alors de tendance libérale, ce professeur fréquentait déjà les militants wallons depuis quelques mois⁽⁷⁷⁾. Son discours au soir du 24 novembre aurait, selon ses partisans, puissamment contribué à la mobilisation étudiante⁽⁷⁸⁾.

Une première démonstration de force contre la flamandisation a lieu le 4 décembre 1922, lorsque le Ministre des Affaires étrangères et député catholique de Liège Henri Jaspar, de passage dans la Cité Ardente avec son collègue des Colonies Louis Franck⁽⁷⁹⁾, est hué, bousculé et bombardé de pierres par les Étudiants wallons pour avoir « mal voté » au Parlement⁽⁸⁰⁾. Alors que se profile à l'horizon le vote de la proposition Van Cauwelaert, une importante manifestation a lieu à Bruxelles le 13 décembre, réunissant des étudiants de tous les établissements d'enseignement supérieur de Belgique. Kaisin et la LEW organisent le déplacement des Liégeois⁽⁸¹⁾. En vain : entre le 20 et le 22 décembre 1922, la flamandisation de Gand est votée

(73) « Nos cercles. Ligue des Étudiants wallons », dans *LU*, 20 octobre 1920, p. 5.

(74) André Kaisin (1901-1970), étudiant en Mines à cette époque, travailla comme ingénieur de terrain en Belgique et en Roumanie, puis entra en 1947 au sein du Ministère du Rééquipement national et de la Coordination économique. On ne lui connaît pas d'activités militantes jusqu'en 1936, date à laquelle il s'engage dans le Front démocratique wallon et la Concentration wallonne. Il participe ensuite à Wallonie libre puis au Mouvement populaire wallon. P. DELFORGE, « Kaisin, André », dans *EMW*, t. 2, p. 891.

(75) Sur l'identification de Kaisin comme auteur derrière le pseudonyme « Ajax », voir Virgile ROYEN, *Les universitaires liégeois face à la flamandisation de l'Université de Gand (1918-1923)*, Mémoire de maîtrise en Histoire, inédit, Université de Liège, année académique 2016-2017, p. 155.

(76) V., « Le Meeting », dans *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 1.

(77) Rompant avec les militants wallons, il fut sénateur pour Rex en 1936 et collabora avec l'Occupant pendant la guerre, ce qui lui coûta sa chaire à la Libération. Alain COLIGNON, « Fraipont Charles », dans *EMW*, t. 2, p. 668.

(78) P. HORION, « [Discours] », dans LEW, *Liber Memorialis de la Manifestation de sympathie organisée en l'honneur de Monsieur Charles Fraipont, professeur à l'Université de Liège à l'occasion de sa promotion à l'ordinariat*, Liège, Guillaume Bovy, 1923, p. 9.

(79) Henri Jaspar (1870-1939), avocat bruxellois et député catholique pour Liège entre 1919 et 1936, occupa le devant de la scène politique pendant toute l'Entre-Deux-Guerres. Il fut successivement ministre des Affaires économiques (1918-1920), de l'Intérieur (1920) et des Affaires étrangères (1921-1925 et 1934), et il dirigea en continu les cabinets successifs entre 1926 et 1931. À ce titre, il réalisa la flamandisation intégrale de l'Université de Gand, en 1930. Louis Franck (1868-1937), avocat anversois et professeur de droit maritime à l'Université libre de Bruxelles, appartenait à l'aile libérale et modérée du Mouvement flamand. Il fut membre de la Chambre des représentants (1906-1926), ministre des Colonies (1918-1924) et gouverneur de la Banque nationale (1926-1937). Il joua un rôle conciliateur au sein du gouvernement Theunis, et fut le principal artisan du compromis Nolf ; voir Jozef MERTENS, « Franck, Louis », dans *NEVB*, t. 1, p. 1169-1171.

(80) *LU*, 15 décembre 1922, p. 1 ; 22 décembre 1922, p. 2. Jaspar avait voté à la Chambre contre la proposition de loi Meysmans, qui proposait de créer une université flamande à Anvers sans toucher à l'Université française de Gand.

(81) Liège, MVW, Collections du Musée, LEW, [Affiche « Manifestation à Bruxelles »], Liège, H. Debure, [avant le 13 décembre 1922]. *LU*, 12 janvier 1923, p. 1.

par la Chambre. Comme prévu par la Ligue, ce vote déclenche une grève étudiante de trois jours à Liège⁽⁸²⁾. Sous la conduite de Kaisin, d'importantes manifestations ont lieu dans la cité mosane les 20 et 21 décembre. Enfin, le 22, c'est l'affrontement entre étudiants liégeois et policiers bruxellois au sommet du Treurenberg. L'épisode suscite une vaste indignation parmi les notables liégeois⁽⁸³⁾.

En janvier, février, mars, « Manifestations et meetings se succèdent sans discontinuer »⁽⁸⁴⁾, à Liège et en province, le tout organisé directement par Kaisin dans les colonnes de *Liège-Universitaire*, avec l'aide de Charles Fraipont⁽⁸⁵⁾. Bientôt, le Comité de Grève est transformé en un Comité étudiantin de Résistance à la Flamandisation de l'Université de Gand (CERFUG). L'objectif derrière la création de cette nouvelle structure est clairement de recruter au plus large pour cette campagne, sans se limiter aux adeptes du Mouvement wallon⁽⁸⁶⁾. La Ligue des Étudiants wallons subit en effet la concurrence de l'Union patriotique des Étudiants (UPE), autre organisme de lutte contre la flamandisation de Gand, créée dans le giron de l'Union des Étudiants catholiques⁽⁸⁷⁾.

Le 28 janvier, le CERFUG est à la tête de la délégation de Liège qui prend part à la « Manifestation nationale » de la Ligue pour la Défense de l'Université de Gand⁽⁸⁸⁾. Pourtant, le 10 décembre, plusieurs groupements jeunes-wallons (Garde wallonne de Liège, Jeune garde wallonne fédéraliste, Comités Jeunes-Wallons) ont déjà fusionné pour former la « Garde wallonne autonomiste »⁽⁸⁹⁾. Cette Garde met aussitôt sur pied un mensuel, *La Barricade*, sous-titré *Journal Jeune Wallon*, dirigé par Auguste Buisseret. Charles Fraipont est membre de son comité de rédaction⁽⁹⁰⁾. La création de ce périodique est un pied de nez à *La Défense wallonne*, l'organe officieux de l'Assemblée wallonne et du courant unioniste, et témoigne de l'émancipation du courant fédéraliste. Chose étrange : alors qu'elle s'inscrit d'emblée dans une logique fédéraliste, la création de la Garde autonomiste est antérieure de douze jours à la fondation du Comité étudiantin de Résistance à la Flamandisation de l'Université de Gand⁽⁹¹⁾. Charles Fraipont affirme même que les meneurs de

(82) R.V., « Après la Grève », dans *LU*, 12 janvier 1923, p. 2.

(83) M.-L. PINEIRO-PEREZ, *L'Université de Liège de 1919 à 1929, op. cit.*, p. 144-147.

(84) « Le Mouvement wallon », dans *LB*, février 1923, p. 3.

(85) *Ibid.* ; *LU*, 12 décembre 1922, p. 1 ; 12 janvier 1923, p. 1, p. 3 ; 23 février 1923, p. 3 ; Liège, MVW, Collections du Musée, CERFUG, [Affiche invitant aux manifestations du 12, 14, 25 et 28 janvier 1923], Liège, Guillaume Bovy, [Avant le 12 janvier 1923] ; André KAISIN, « [Allocution] », dans LEW, *Liber Charles Fraipont, op. cit.*, p. 13 ; « Le mouvement wallon », dans *LB*, Mai 1923, p. 4.

(86) Liège, MVW, Collections du Musée, Jean VALKENERS, « Rapport du secrétaire pour l'année 1922-1923 », [Octobre 1923], p. 1 ; « Nos cercles. C.E.R.F.U.G », dans *LU*, 14 mars 1924, p. 3.

(87) « Pour que vive la Belgique », dans *LV*, 14 décembre 1922, p. 2.

(88) *LU*, 2 février 1923, p. 2-3.

(89) P. DELFORGE, « Comité d'Action wallonne de Liège », dans *EMW*, t. 1, p. 306 ; ID., « Garde wallonne autonomiste », *ibid.*, p. 696 ; S. JAMINON, « Jeune Garde wallonne fédéraliste », dans *EMW*, t. 2, p. 876.

(90) A. CLARA, *La presse d'action wallonne (1918-1940)*, Mémoire de licence en histoire, inédit, Université de Liège, 1981, p. 128.

(91) L.N., « La Garde Wallonne Autonomiste », dans *LB*, 30 décembre 1922, p. 4.

ce comité étaient déjà fédéralistes avant le lancement de leur campagne pour 'Gand Français'⁽⁹²⁾.

Le basculement définitif de la Ligue des Étudiants wallons dans le fédéralisme a lieu le 23 février 1923, sur proposition d'André Kaisin. Un *Programme autonomiste* est ensuite élaboré par le comité directeur, approuvé en assemblée générale le 4 mai, et enfin édité quelques semaines plus tard sous la forme d'une brochure⁽⁹³⁾. La Ligue envisage même la réunion d'un « Congrès des Étudiants de Wallonie », à Charleroi, le 15 avril 1923, afin de créer une « Union nationale des Étudiants de Wallonie » et de discuter du bilinguisme dans l'armée, l'administration ou les écoles, ainsi que du « statut politique et administratif de la Wallonie »⁽⁹⁴⁾. Cela ne signifie pas pour autant la fin de toute revendication en Flandre : *La Barricade* salue toujours le mouvement 'Gand Français', ses manifestations⁽⁹⁵⁾ et sa victoire du 20 mars 1923, lorsque le Sénat rejette le projet Van Cauwelaert⁽⁹⁶⁾. Ce tournant fédéraliste ne tarit pas non plus le soutien du professeur Fraipont. La Ligue organise même un banquet en l'honneur de son ordinarat le 30 avril 1923⁽⁹⁷⁾. Le 10 juin, le Comité estudiantin de Résistance se mobilise une dernière fois contre le projet de Broqueville de flamandisation partielle de l'Université de Gand, soutenu par un « Comité professoral de Résistance » mené par Fraipont⁽⁹⁸⁾.

Étonnamment, le compromis Nolf ne suscite ni manifestation, ni meeting, à peine quelques protestations⁽⁹⁹⁾ : les examens et les vacances réduisent à néant la mobilisation étudiante⁽¹⁰⁰⁾. La colère estudiantine se déchaîne à la rentrée contre le recteur-sénateur Dejace⁽¹⁰¹⁾, qui a voté en faveur du projet du gouvernement⁽¹⁰²⁾. Auguste Buisseret rêve alors de constituer un « front unique de la Wallonie consciente » autour du *Programme autonomiste* de la LEW⁽¹⁰³⁾.

(92) Charles FRAIPONT, *Discours prononcé par le professeur Charles Fraipont au Banquet de la Madeleine, organisé le 3 mars 1923 par la Ligue nationale pour la Défense de l'Université de Gand et la Liberté des Langues*, [Huy], [Imprimerie coopérative], [1923], p. 2.

(93) Liège, MVW, Collections du Musée, J. VALKENERS, « Rapport du secrétaire pour l'année 1923-1924 », [octobre 1923], p. 1 ; Ligue des Étudiants wallons, *Notre Programme autonomiste. Texte et Commentaire du Programme de la LEW*, Liège, Imprimerie Guillaume Bovy, 1923, p. 2.

(94) Liège, MVW, Collections du Musée, [M. VIVER ?], [Brouillon « Ligue des Étudiants wallons, Congrès des Étudiants de Wallonie à Charleroi »], [Liège], [avant le 15 avril 1923].

(95) *LB*, 30 décembre 1922, p. 3-4 ; mars 1923, p. 3.

(96) Liège, MVW, Collections du Musée, CERFUG, [Affiche « Meeting de victoire »], Liège, F. Dacier, [après le 20 mars 1923] ; M. BAGUETTE, « [Discours] », dans LEW, *Liber Memorialis Charles Fraipont*, *op. cit.*, p. 22-23.

(97) Liège, MVW, Collections du Musée, LEW, [Affiche invitant au Banquet en l'honneur de Mr le Professeur Charles Fraipont], Liège, Guillaume Bovy, [avant le 30 avril 1923].

(98) Liège, MVW, Collections du Musée, CERFUG, Affiche « Wallons Debout ! », Liège, F. Dacier, [avant le 10 juin 1923].

(99) M.-L. PINEIRO-PEREZ, *L'Université de Liège... de 1919 à 1929*, *op. cit.*, p. 149.

(100) « Nos cercles. CERFUG », dans *LU*, 14 mars 1924, p. 3.

(101) Charles Dejace (1856-1941), professeur de droit naturel et d'économie politique à l'Université de l'État à Liège entre 1886 et 1926, fut élu recteur de cette institution pour la période 1921-1924. Il se fit coopter sénateur pour la législature 1921-1925, sur la liste présentée par le groupe catholique. Léon MOUREAU, « Charles De Jace », dans R. DEMOULIN, *Liber memorialis. L'Université de Liège de 1936 à 1966*, *op. cit.*, t. 2, p. 291-293.

(102) *LU*, 26 octobre 1923, p. 1 ; *LV*, 24 octobre 1923, p. 1.

(103) A. BUISSET, « D'un programme autonomiste. Vers un front unique de la

Celle-ci s'efforce d'y rallier les différentes ligues liégeoises et les notabilités wallonnes. Ainsi, le Comité d'Action wallonne de Liège adopte le *Programme* pour ligne officielle⁽¹⁰⁴⁾. La Ligue d'Action wallonne qui lui succède parvint progressivement à réunir les forces fédéralistes wallonnes⁽¹⁰⁵⁾ ; mais l'histoire de la Ligue des Étudiants wallons, elle, touche à sa fin. Pendant l'année académique 1923-1924, son dynamisme politique s'étiole et ses meneurs la quittent. Le 13 mai 1924, elle clôt sa dernière réunion⁽¹⁰⁶⁾.

Identité

Au cours de son histoire, le mouvement jeune-wallon se revendique avant tout de la civilisation française. Convaincus de sa supériorité intrinsèque⁽¹⁰⁷⁾, ses militants la présentent comme au fondement de toute vie civilisée⁽¹⁰⁸⁾. Cette identité subsume l'identité wallonne. Ainsi, *La Bataille* affirme : « Être bon Wallon, c'est avant tout défendre la lumineuse clarté latine sur laquelle des gens au cerveau obnubilé par diverses fureurs cherchent à poser l'éteignoir. [...] Notre cause est une cause française »⁽¹⁰⁹⁾.

Ces sentiments s'accompagnent d'une puissante francophilie⁽¹¹⁰⁾. La France constituerait la « patrie intellectuelle et sentimentale » des Wallons⁽¹¹¹⁾ ; leur « mère de race et de langue »⁽¹¹²⁾, leur vraie patrie⁽¹¹³⁾. « L'âme wallonne frémit au frôlement de la Marseillaise »⁽¹¹⁴⁾, régulièrement chantée par les militants lors des meetings et manifestations pour 'Gand Français'⁽¹¹⁵⁾. Comme la Lorraine⁽¹¹⁶⁾, la Wallonie ne serait qu'un morceau

Wallonie consciente », dans *LB*, novembre 1923, p. 1.

(104) *LB*, novembre 1923, p. 2 ; décembre 1923, p. 3 ; janvier 1924, p. 3.

(105) P. DELFORGE & S. JAMINON, « Ligue d'Action wallonne de Liège (1923-1940) », dans *EMW*, t. 2, p. 991.

(106) Liège, MVW, Collections du Musée, Marcel Viver, Secrétaire de la LEW, « Procès-verbaux 1923-1924 », [Liège], [1923-1924], p. 19, 32 et 40.

(107) *LU*, 21 novembre 1919, p. 1 ; 11 novembre 1920, p. 2 ; 28 octobre 1922, p. 1 ; 16 février 1923, p. 1 ; *LB*, mars 1923, p. 3 ; A. KAISIN, *La question du dédoublement de l'Université de Gand envisagée par les compétences*, Huy, Imprimerie coopérative, 1923, p. 13.

(108) *LU*, 17 décembre 1920, p. 1 ; 10 février 1922, p. 2 ; 10 novembre 1922, p. 1 ; 15 décembre 1922, p. 1 ; *LB*, juillet-août 1923, p. 2.

(109) « Pour Cunégonde », dans *LB*, janvier 1924, p. 1.

(110) *LB*, juillet-août 1923, p. 1-2 ; *LU*, 29 octobre 1920, p. 2 ; 17 décembre 1920, p. 1 ; 13 janvier 1922, p. 1 ; 4 avril 1924, p. 1 ; août 1924, p. 2 ; A. BUISSET, « [Discours] », dans *LEW, Liber Memorialis Charles Fraipont, op. cit.*, p. 29.

(111) André WETTY, « La Wallonie aux Wallons », dans *LU*, 21 janvier 1921, p. 1.

(112) J.L., « Vive l'Autonomie wallonne ! », dans *LB*, 30 décembre 1922, p. 2.

(113) *JRW*, 15 mai 1919, p. 2 ; *LU*, 5 décembre 1919, p. 1 ; 6 février 1920, p. 2 ; 17 décembre 1920, p. 1 ; 15 avril 1921, p. 1 ; 15 avril 1921, p. 2 ; 31 mars 1922, p. 1 ; 1^{er} décembre 1922, p. 1 ; 12 janvier 1923, p. 1 ; 12 janvier 1923, p. 2 ; 8 février 1924, p. 2 ; 21-24 octobre 1924, p. 1 ; *LB*, 1, 7, juillet-août 1923, p. 2.

(114) J. MARIE, « Les paroles que nous attendions. Feuilles volantes », dans *LU*, 27 février 1920, p. 1.

(115) *LU*, 26 octobre 1923, p. 1 ; 14 décembre 1923, p. 3 ; 30 décembre 1923, p. 1.

(116) *LB*, mars 1923, p. 3 ; *LEW, Notre Programme autonomiste, op. cit.*, p. 14 ; *LU*, 14 mars 1924, p. 1.

de France détaché par les heurts de l'histoire⁽¹¹⁷⁾. André Kaisin, président du CERFUG, est ainsi d'avis que la réunion des deux contrées constitue un « devoir naturel » pour les Wallons⁽¹¹⁸⁾.

Cette francité donnerait aux Wallons le droit et le devoir de protéger et de répandre la culture française en Flandre. C'est cet objectif, avant tout autre, qui les pousse à défendre l'Université de Gand⁽¹¹⁹⁾. Elle différencie les militants wallons des autres opposants à la flamandisation, selon Kaisin : « Les premiers défendent Gand parce que Gand est français, les autres parce que Gand est le symbole [...] de l'unité nationale »⁽¹²⁰⁾. Il s'agit de défendre « notre culture, nos goûts, nos arts, notre langue »⁽¹²¹⁾. « Tout ce qui fait reculer le français, tout ce qui le touche et le blesse, nous touche et nous blesse », affirme une plume de *Liège-Universitaire* ; la flamandisation est « pénible [...] à des cœurs français » confesse un contributeur de *La Barricade*, en dépit de sa profession de foi fédéraliste⁽¹²²⁾.

Ce n'est donc pas en dépit, mais en vertu des « traditions ethniques »⁽¹²³⁾ wallonnes, de l'identité wallonne, que la défense du français en Flandre est organisée⁽¹²⁴⁾. Même si le « patrimoine intellectuel de nos ancêtres »⁽¹²⁵⁾ n'est pas localisé en Wallonie, « les Wallons ont le devoir de défendre la pensée française partout où son influence bienfaisante a pénétré »⁽¹²⁶⁾, de « garder intacte notre civilisation latine »⁽¹²⁷⁾. Lorsque des députés liégeois acceptent des solutions de flamandisation partielle de Gand, on clame qu'ils ont « trahi la Wallonie »⁽¹²⁸⁾.

Si ce discours contraste fortement avec celui des francophones de Flandre eux-mêmes (qui avaient plutôt tendance à voir le français comme un outil supérieurement utile et un gage de patriotisme belge)⁽¹²⁹⁾, il ne diffère pas tellement de celui qui caractérisait le reste du Mouvement wallon. On le retrouve chez les unitaristes de l'Assemblée wallonne⁽¹³⁰⁾, comme Joseph-Maurice Remouchamps, qui affirme : « Plus que d'autres, les Wallons, défenseurs naturels de la culture française en Belgique, se doivent de protéger celle-ci contre l'attentat dont elle est menacée »⁽¹³¹⁾, mais aussi dans les

(117) *JRW*, 1^{er} juin 1919, p. 1 ; *LU*, 17 novembre 1922, p. 1 ; 8 décembre 1922, p. 1 ; 19 janvier 1923, p. 1 ; 1^{er} février 1924, p. 1 ; *LB*, février 1923, p. 2 ; juillet-août 1923, p. 2.

(118) PIEDGELÉ, « Lettre à Tchanchet », dans *LU*, 15 avril 1921, p. 1-2.

(119) *LU*, 27 février 1920 p. 1 ; 5 novembre 1920, p. 1 ; 4 mars 1921 ; 27 février 1922, p. 1 ; 1^{er} décembre 1922, p. 1 ; « Notre Programme », dans *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 1 et 2 ; 15 décembre 1922, p. 1 ; *LB*, décembre 1923, p. 3 ; janvier 1924, p. 3 ; LEW, *Notre Programme autonomiste, op. cit.*, p. 15.

(120) AJAX, « Article de Surface », dans *LU*, 9 février 1923, p. 2.

(121) « Notre Programme », dans *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 1.

(122) G.W., « Lettre de Paris », dans *LB*, avril 1922, p. 3.

(123) Liège-Universitaire, « Liminaire », dans *LU*, 20 octobre 1922, p. 1.

(124) VALERE, « Feuilles », dans *LU*, 20 octobre 1922, p. 2.

(125) V., « Le Meeting », dans *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 1.

(126) « Les paroles que nous attendions. Feuilles volantes », dans *LU*, 27 février 1920, p. 1.

(127) « Notre Programme », dans *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 1.

(128) R.V., « Wallons, aux actes ! », dans *LU*, 8 décembre 1922, p. 2.

(129) D.J. HENSLEY, *Defending French in Flanders, op. cit.*, p. 134.

(130) A. CLARA, & A. PIROTTE, « Défense wallonne (La) (1920-1940) », dans *EMW*, t. I, p. 411.

(131) Liège, MVW, Collections du Musée, J.-M. Remouchamps à [Membre de

milieux autonomistes, comme le Comité d'Action wallonne de Liège, qui évoque une « loi qui fait monter le rouge au front chez tous les Wallons » car elle ferait « injure à la culture et à la langue françaises »⁽¹³²⁾.

Cette sensibilité française est alors exacerbée et légitimée par le contexte de l'après-guerre, marquée en Belgique francophone, et plus particulièrement à Liège, par une effervescence francophile⁽¹³³⁾ et par l'association du Mouvement flamand à l'occupant allemand abhorré⁽¹³⁴⁾. Pour le Mouvement wallon, la lutte autour de Gand n'est qu'« une des phases de la lutte déjà séculaire entre la civilisation latine et la civilisation germanique »⁽¹³⁵⁾. La conscience aigüe de la position obsidionale de la Wallonie et de Liège renforce encore cette conviction chez des étudiants moins marqués par le culte de la Belgique héroïque et martyre que par les exploits des « poilus surhumains de Verdun »⁽¹³⁶⁾. À ce titre, le pays wallon aurait la mission historique de protéger la Gaule⁽¹³⁷⁾, d'être le « rempart de la France, rempart de la Latinité, rempart de la Flandre aussi contre les Barbares de l'Est »⁽¹³⁸⁾. Lors de sa « Journée française » préparée avec l'aide de la LEW, *Noss'Péron* affirme que « Liège qui affronta glorieusement le premier choc des Barbares en 1914 doit à son passé » de protéger « le seul rempart des idées françaises en Flandre : l'Université de Gand »⁽¹³⁹⁾. En outre, et peut-être surtout, l'ombre de la Grande Guerre alourdit le poids émotionnel de l'évènement. La renaissance de l'« Université Von Bissing » foulerait au pied le sens profond de la guerre totale et insulterait les héros tombés au champ d'honneur⁽¹⁴⁰⁾, dont les sépultures et monuments sont régulièrement visités et pris à témoin pendant la campagne⁽¹⁴¹⁾. Le CERFUG résume ces thèmes en juin 1923 : « La Wallonie saura leur répondre, on ne soufflète pas impunément notre race. La guerre du monde germanique conte (sic) la civilisation française continue. Comme en

l'Assemblée wallonne], 23 mai 1922.

(132) Liège, MVW, Collections du Musée, Comité d'Action wallonne, J. PLOMDEUR, L. CLERX, [Invitation aux « sociétés liégeoises »], Liège, Imp. Bovy, 26 décembre 1922.

(133) P. DELFORGE, « Réunionisme », dans *EMW*, t. 3, p. 1410 ; Francis BALACE & Catherine LANNEAU, *La Wallonie entre le coq et l'aigle : regards croisés XIX^e-XX^e siècle*, Liège, MVW, 2014, p. 14 ; Axel TIXHON, « Continuer la guerre », dans P.-A. TALLIER & P. NEFORS, *Quand les canons se taisent, op. cit.*, p. 260-261.

(134) On peut citer entre autres Ch. KESTELOOT, *Au nom de la Wallonie, op. cit.*, p. 37 ; EAD., « Waalse Beweging », dans *NEVB*, t. 3, Tielt, Lannoo, 1998, p. 3640 et 3647 ; C. RUESS, *La propagande antiallemande, op. cit.*, p. 152-153 ; V. SCHELIENS, *Met dank aan de overkant, op. cit.*, p. 118 ; P. DELFORGE, *L'Assemblée, op. cit.*, p. 194.

(135) J.L., « Vive l'Autonomie Wallonne ! », dans *LB*, p. 2.

(136) P.H., « La France immortelle », dans *LU*, 17 décembre 1920, p. 1.

(137) *LB*, septembre 1924, p. 4 ; novembre 1924, p. 8.

(138) P.H., « Le Renouveau de l'Orgueil wallon n'est ni une manifestation d'impuissance ni une preuve de mesquine vanité », dans *LU*, 8 décembre 1922, p. 1.

(139) G.V., « Qu'est devenue la Ligue des Étudiants wallons », dans *LU*, 13 janvier 1922, p. 1.

(140) *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 3 ; 26 janvier 1923, p. 2 ; 26 octobre 1923, p. 1 ; *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 1 ; DELVIGNE, « [Discours] », dans LEW, *Liber Memorialis Charles Fraipont, op. cit.*, p. 17 ; Ch. FRAIPONT, *Discours prononcé par le professeur Charles Fraipont au Banquet de la Madeleine, op. cit.*, p. 3.

(141) *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 1 ; 15 décembre 1922, p. 1 ; J. DELVIGNE, « [Discours] », dans LEW, *Liber Memorialis Charles Fraipont, op. cit.*, p. 16 ; Liège, Archives communales de Liège, Fonds Protocole, CERFUG aux Président et Membres du Sénat, 10 juin 1923.

1914, c'est à Liège que l'invasion sera arrêtée de force. [...] Les héros de l'Yser sont morts pour la même cause »⁽¹⁴²⁾.

Altérité

Ce manichéisme, omniprésent dans *Liège-Universitaire*, réduit le Mouvement flamand à une organisation criminelle au service de l'Allemagne⁽¹⁴³⁾, lorsque ce ne sont pas tous les habitants du nord du pays qui se retrouvent accusés d'être germanophiles, francophobes et barbares par essence⁽¹⁴⁴⁾. La flamandisation de Gand constituerait une étape du plan allemand de conquête de la Belgique⁽¹⁴⁵⁾, car une Université de langue néerlandaise resterait soumise à une « culture germanique : allemande, hollandaise⁽¹⁴⁶⁾ ou flamboche » (Kaisin)⁽¹⁴⁷⁾. Dans le même temps, pourtant, la défense de 'Gand Français' est présentée comme un témoignage de solidarité avec les Flamands francophones et avec le peuple flamand en général. Cette représentation s'ancre dans l'opinion largement relayée dans la presse belge francophone selon laquelle les « flamingants » ne sont qu'une minorité⁽¹⁴⁸⁾. La Flandre ne serait-elle pas la première victime d'une *vervlaamsching* qui la couperait de la civilisation, l'enfermerait dans l'obscurantisme, et la jetterait dans les serres du Reich⁽¹⁴⁹⁾ ?

Ainsi, c'est au nom des valeurs de liberté (linguistique)⁽¹⁵⁰⁾ et de solidarité entre « Belges de culture française »⁽¹⁵¹⁾ que les étudiants justifient leur

(142) Liège, MVW, Collections du Musée, CERFUG, Affiche « Wallons Debout ! », Liège, F. Dacier, [avant le 10 juin 1923].

(143) *LU*, 20 février 1920, p. 3 ; 27 février 1920, p. 1 ; 29 octobre 1920, p. 2 ; 8 avril 1921, p. 1-2 ; 13 janvier 1922, p. 1 ; 1^{er} décembre 1922, p. 1 ; Ch. FRAIPONT, *Discours prononcé par le professeur Charles Fraipont, de l'Université de Liège, au Meeting des Étudiants belges, le 13 décembre 1922*, [s.l.], [Après le 13 décembre 1922], p. 5. *LB*, 30 décembre 1922, p. 2 ; 23 novembre 1923, p. 1.

(144) *LU*, 20 octobre 1922, p. 5 ; 8 décembre 1922, p. 1 ; 19 janvier 1923, p. 1 ; *LB*, 30 décembre 1922, p. 2 ; 30 décembre 1922, p. 3 ; 30 décembre 1922, p. 2.

(145) *LU*, 5 novembre 1920, p. 2 ; 1^{er} décembre 1922, p. 1 ; 8 décembre 1922, p. 1 ; 19 janvier 1923, p. 2 ; *LB*, 30 décembre 1922, p. 1.

(146) Il faut se rappeler que la Belgique (francophone) avait quelques raisons de regarder les Pays-Bas comme un État vassal de l'Allemagne. La majorité de la presse et de hauts dirigeants néerlandais (dont le Premier Ministre, Cort Van der Linden) avaient soutenu la *Flamenpolitik*. En outre, les Pays-Bas servirent de base arrière aux militants activistes pendant l'Entre-Deux-Guerres. À cela venaient s'ajouter les nombreuses entorses faites à la neutralité néerlandaise en faveur de l'Allemagne pendant la guerre. M. DE WAELE, « België en Nederland tussen twee wereldoorlogen. Nationale gevoelens en botsende ambities », dans *Bijdragen tot de Eigentijdse Geschiedenis*, t. 1, 1996, 1, p. 196-198 et 207-208 ; L. WILS, *Histoire des nations belges*, op. cit., p. 218-219.

(147) A. KAISIN, « [Introduction] », dans A. KAISIN, éd., *La question du dédoublement*, op. cit., p. 12.

(148) D.J. HENSLEY, *Defending French in Flanders*, op. cit., p. 25 ; Ch. KESTELOOT, *Au nom de la Wallonie*, op. cit., p. 58-59.

(149) *LU*, 10 novembre 1922, p. 1 ; 20 octobre 1922, p. 2 ; 19 janvier 1923, p. 1 ; *LB*, juillet-août 1923, p. 2 ; juin 1923, p. 1.

(150) LE BOURREAU, « La rentrée », dans *LU*, 26 octobre 1923, p. 1.

(151) Liège, MVW, Collections du Musée, J. VALKENERS, « Rapport du secrétaire pour l'année 1922-1923 », [octobre 1923], p. 2.

intervention en terre flamande. Les militants wallons, « amoureux de la liberté, de toutes les libertés »⁽¹⁵²⁾, sont prêts à accepter – à contrecœur – la création d’une université flamande, mais exigent que ce même principe de liberté soit respecté à l’égard des francophones, et que la création de cette université ne conduise pas à la suppression de l’établissement de langue française⁽¹⁵³⁾. Le souci premier de la culture française est ainsi encadré, apprivoisé, légitimé par l’équité et le respect pour un droit fondamental : « Nous croyons dur comme fer à la supériorité de la langue française sur toutes les autres ; aussi la défendons-nous ardemment, même en Fandre [*sic*], d’autant plus ardemment qu’un grand nombre de Flamands la revendiquent et nous crient au secours »⁽¹⁵⁴⁾.

Mais comment les étudiants liégeois concilient-ils leur défense des Flamands de langue française avec leur propre conception des critères d’admission dans leur *Gemeinschaft* ? Car ces militants affirment que les Wallons appartiennent à cette civilisation latine ou française, non seulement par la culture, mais encore par une essence différente de celles des Flamands⁽¹⁵⁵⁾ : par la race⁽¹⁵⁶⁾. André Kaisin définit ainsi ce terme de race : « C’est tout cet ensemble [...] qui pensent, pensèrent et penseront comme moi, qui sont émus par les mêmes sentiments, qui ont mes goûts, mes tares, mes vices. Tous ces mortels et moi sont unis par un grand lien : j’ai dit la langue et la civilisation françaises ! »⁽¹⁵⁷⁾.

Cette position est tout à fait courante dans le Mouvement wallon contemporain : les Wallons sont Français par essence, la langue et la culture prédéterminent la pensée et les choix de l’individu⁽¹⁵⁸⁾. Mais quelle place alors pour les Flamands francophones ?

Le professeur Charles Fraipont, spécialiste de la paléontologie humaine et de l’anthropologie, fait figure d’autorité sur ces questions au sein du Mouvement wallon⁽¹⁵⁹⁾. S’il croit à l’existence de différences raciales entre Flamands et Wallons, il ne pense pas qu’elles soient immuables, physiques,

(152) Ch. FRAIPONT, *Discours prononcé par le professeur Charles Fraipont au Banquet de la Madeleine*, *op. cit.*, p. 2.

(153) *LU*, 10 novembre 1922, p. 1 ; 23 février 1923, p. 3 ; 2 mars 1923, p. 2 ; *LU*, février 1923, p. 2 ; mai 1923, p. 1 ; Ch. FRAIPONT, *Discours prononcé par le professeur Charles Fraipont au Banquet de la Madeleine*, *op. cit.*, p. 2, p. 3.

(154) Ch. FRAIPONT, « Erreurs de tactique ou mauvaise foi », dans *LB*, mai 1923, p. 1.

(155) *LU*, 10 novembre 1922, p. 1 ; 17 novembre 1922, p. 1 ; *LB*, 30 décembre 1922, p. 2 ; septembre-octobre 1923, p. 3.

(156) *JRW*, 15 avril 1919, p. 1-2 ; *LU*, 27 février 1920, p. 1 ; 8 avril 1921, p. 1-2 ; 28 octobre 1922, p. 1 ; 17 novembre 1922, p. 1 ; 19 janvier 1923, p. 1 ; 26 janvier 1923, p. 2 ; 2 mars 1923 ; 4 avril 1924, p. 1 ; *LB*, 30 décembre 1922, p. 2 ; juillet-août 1923, p. 2 ; janvier 1924, p. 2.

(157) AJAX, « Article de Surface », dans *LU*, 15 décembre 1922, p. 2.

(158) A. COLIGNON, « Flamandisation de l’Université de Gand », dans *EMW*, t. 2, p. 638 ; Corinne GODEFROID, « Race et Mouvement wallon », dans *EMW*, t. 3, p. 1325-1326 ; M. VAN GINDERACHTER, *Le chant du coq*, *op. cit.*, p. 41-42 ; C. LANNEAU, « France-Wallonie : des relations culturelles ambiguës », dans F. BALACE & C. LANNEAU, *La Wallonie entre le coq et l’aigle*, *op. cit.*, p. 18-19 ; V. SCHELIENS, *Met dank aan de overkant*, *op. cit.*, p. 45, 55, 58, 79 et 124.

(159) P. DELFORGE, *L’Assemblée wallonne*, *op. cit.*, p. 184-185.

mais bien « psycho-sociologiques »⁽¹⁶⁰⁾. De plus, quelles que soient ces divergences, elles « sont bien estompées quand il s'agit des universitaires, des intellectuels » c'est-à-dire non seulement des savants, mais aussi des médecins, ingénieurs et avocats, soit une bonne partie des élites de l'époque⁽¹⁶¹⁾. Ceux-ci partagent au contraire, une « culture unique », une « culture belge », qui n'est autre que la culture française⁽¹⁶²⁾. Le bourgeois flamand serait « très profondément francisé déjà ; [...] toute l'élite de la Flandre est profondément imprégnée de latinité, profondément conquise à la Gaule latine »⁽¹⁶³⁾. Dans cette conception, « race » n'est plus associé à l'héritage d'une essence. Cependant, l'usage savant que le professeur fait du mot « race » ne doit pas nous aveugler sur le sens que ce terme pouvait prendre dans le langage politique ordinaire, où il est plus souvent associé à des caractères immuables transmis par le sang⁽¹⁶⁴⁾. À part chez Fraipont, jamais ce terme n'est employé pour accorder aux francophones de Flandre le titre de Français à part entière.

Bilatéralisme

Cependant, jusqu'à l'automne 1922, les contributeurs de *Liège-Universitaire* expriment aussi leur affection pour la Belgique. L'attachement des Wallons et des Flamands pour la liberté, le martyre commun dans les tranchées, ainsi qu'un intérêt économique bien compris sauvegarderaient l'unité belge⁽¹⁶⁵⁾. Mais la Wallonie n'en conserve pas moins son autonomie morale⁽¹⁶⁶⁾. C'est « l'intérêt du peuple wallon que nous défendons avant tout, malgré tout, contre tout », affirme Paul Horion en mars 1922. Il ne présente pas celui-ci comme opposé aux intérêts de la Belgique, au contraire : l'un et l'autre convergent dans une lutte contre le « flamingantisme »⁽¹⁶⁷⁾. Si les revendications de ce dernier étaient acceptées, alors la « confiance mutuelle » sur laquelle reposait la Belgique (unitaire) s'effondrerait dans le sud du pays⁽¹⁶⁸⁾.

Cette Belgique est une Belgique française, la mythique Belgique de Rogier⁽¹⁶⁹⁾. Ce système, « le seul conforme à la tradition belge des

(160) Ch. FRAIPONT, « Discours de M. le professeur Ch. Fraipont », dans *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 1.

(161) *Ibid.*

(162) *Ibid.* ; Ch. FRAIPONT, *Discours prononcé par le professeur Charles Fraipont au Banquet de la Madeleine, op. cit.*, p. 3.

(163) Ch. FRAIPONT, « La population liégeoise au point de vue anthropologique et psycho-sociologique », dans Olympe GILBART, *Liège, capitale de la Wallonie*, Liège, [s.n.], 1924, p. 358.

(164) *LU*, 4 mars 1921, p. 3 ; 10 novembre 1922, p. 1 ; 19 janvier 1923, p. 1 ; 2 février 1923, p. 1 ; *LB*, mars 1923, p. 3 ; 12 janvier 1923, p. 2 ; 16 mars 1923.

(165) *LU*, 27 février 1920 p. 1 ; 14 mai 1920, p. 1 ; 15 avril 1921, p. 2 ; 10 mars 1922, p. 2 ; 15 décembre 1922, p. 1.

(166) DEYE-RAID, « Les Politicailleurs », dans *LU*, 29 octobre 1920, p. 2 ; PIEDGELÉ, « Lettre à Tchanchet », dans *LU*, 15 avril 1921, p. 2.

(167) P. HORION, « Les étudiants et le Mouvement wallon. Réponse au cam. Paul Dresse », dans *LU*, 10 mars 1922, p. 2.

(168) V., « Le Meeting », dans *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 1 ; P. HORION, « Les étudiants et le Mouvement wallon. Deuxième réponse au cam. Paul Dresse », dans *LU*, 31 décembre 1922, p. 1.

(169) *LU*, 21 janvier 1921, p. 1 ; 17 novembre 1922, p. 1 ; *LB*, juillet-août 1923, p. 2 ; février 1922, p. 1.

révolutionnaires de 1830, reste chevillé au cœur de l'immense majorité des Wallons », affirme Buisseret⁽¹⁷⁰⁾. De même, pour André Kaisin⁽¹⁷¹⁾ et pour de nombreux autres contributeurs des journaux jeunes-wallons, le français constituerait une clause irrévocable du contrat entre les deux peuples⁽¹⁷²⁾. La francisation totale de la Flandre, si elle venait à être enfin réalisée, ne parviendrait cependant pas à « unifier deux peuples malgré tout dissemblables », selon un article de *La Barricade* d'avril 1923, mais « au moins à leur donner ce trait d'union qui eût assuré la solidité du nouvel État »⁽¹⁷³⁾. Buisseret va plus loin : l'objectif des Wallons en 1830 était de « rendre à la France ou du moins conserver à la civilisation française, les neuf départements qui sont devenus nos neuf provinces »⁽¹⁷⁴⁾. C'est moins l'unité que la francité de la Belgique qui est recherchée⁽¹⁷⁵⁾.

Fédéralisme ? La menace du bilinguisme

C'est que les militants wallons vivent dans la hantise du bilinguisme – ou comme ils l'appellent, de la « germanisation de la Wallonie »⁽¹⁷⁶⁾. Cette crainte de néerlandisation se concentre alors autour de deux menaces. Premièrement, la loi sur l'emploi des langues dans l'administration, qui enflamme l'ire des Lycéens wallons et des Jeunes Gardes wallons bien avant l'affaire de Gand⁽¹⁷⁷⁾. À cette « loi Von Bissing »⁽¹⁷⁸⁾ vient s'ajouter le projet Devèze sur l'emploi des langues pour les officiers – et ce, dès le 31 décembre 1922, voire plus tôt⁽¹⁷⁹⁾. Ce projet de loi revient ensuite très régulièrement

(170) *Ibid.*

(171) PIEDGELÉ, « [Discours] », dans LEW, *Liber Memorialis de la Manifestation de sympathie organisée en l'honneur de Monsieur Charles Fraipont*, op. cit., p. 13.

(172) *JRW*, dimanches 29 & 26 septembre 1920, p. 1 ; *LU*, 11 novembre 1920, p. 2 ; 1^{er} décembre 1922, p. 1 ; 19 janvier 1923, p. 1 ; 16 février 1923, p. 2 ; *LB*, avril 1923, p. 3 ; juillet-août 1923, p. 2 ; juillet 1924, p. 10-12.

(173) G. WATHELET, « Lettre de Paris », dans *LB*, avril 1923, p. 3.

(174) A. BUISSERET, « À propos de la Fête de Wallonie », dans *LB*, octobre 1924, p. 2.

(175) P. HORION, « À propos de 1830 », dans *JRW*, 20 juin 1919, p. 3 et 4 ; Ch. FRAIPONT, *Discours prononcé par le professeur Charles Fraipont au Banquet de la Madeleine*, op. cit., p. 3.

(176) *LU*, 11 novembre 1920, p. 2 ; 8 décembre 1922, p. 1 ; Liège, MVW, Collections du Musée, LEW, [Affiche d'invitation à l'AG du 29 octobre 1921], [avant le 29 octobre 1921] ; *LB*, mars 1923 ; janvier 1924, p. 3.

(177) Liège, MVW, Collections du Musée, Comité des Lycéens wallons, [Tract appelant à rejoindre les Lycéens wallons], [1919]. Liège, MVW, Collections du Musée, Jeune Garde wallonne de Liège, [Tract « Le Bilinguisme obligatoire en Wallonie »], [Wandre], Edmond Jamin, [après 1918]. Comité de la JGW, « Contre la loi Von Bissing. Wallons ! Jeunes Wallons ! », dans *JRW*, dimanches 29 & 26 septembre 1920, p. 2. Liège, MVW, Collections du Musée, JGW de Liège, [Affiche « Le centralisme – Le fédéralisme »], Herstal, J. Humblet, [1921], p. 1.

(178) MARTEL, « Une interprétation bruxelloise », dans *LB*, février 1924, p. 1.

(179) Le Ministre Devèze ne dépose son projet que le 26 janvier 1923, mais le principe du projet avait été adopté par le Conseil des Ministres dès le 23 octobre 1922 et des fuites ont peut-être eu lieu dans la presse. Horion évoque en outre le Congrès libéral, où Albert Devèze et même Joseph-Maurice Remouchamps auraient admis une « connaissance élémentaire du flamand » pour les officiers. Cette nouvelle pourrait avoir, elle aussi, stimulé la création de la Garde wallonne autonomiste dès le 10 décembre 1922. Bruxelles, Archives de l'État en

dans les colonnes de *La Barricade* (bien davantage que Gand), au cours de l'année 1923⁽¹⁸⁰⁾. Cependant, de nombreux témoignages attestent que la lutte contre le bilinguisme et contre la flamandisation de l'Université de Gand sont complémentaires ; elles sont souvent mentionnées ensemble dans les listes de « griefs » wallons⁽¹⁸¹⁾. En novembre 1922, au terme d'un long plaidoyer pour 'Gand Français', le rédacteur en chef de *Liège-Universitaire* conclut : « Le peuple Wallon se réveille. Il entend bien ne plus être berné toujours, ne pas voir la pieuvre flamingante étendre plus loin ses tentacules, le menacer bientôt dans ce qu'il a de plus cher, l'intégrité de sa culture française, la claire ambiance de son atmosphère latine. Partout où se décident les destins du peuple belge, il veut dire son mot ; dans un pays libre, il ne veut pas être esclave ! »⁽¹⁸²⁾.

Ainsi, la flamandisation de l'Université de Gand et l'introduction du néerlandais en Wallonie sont mis sur le même pied, tous deux considérés comme une insulte car accomplis unilatéralement, sans l'approbation des Wallons⁽¹⁸³⁾. Les modérés proposent-ils une « université hybride » à Gand pour couper la poire en deux ? « De cette solution, nous ne voulons pas, nous, Wallons », répond le rédacteur en chef de *Liège-Universitaire*⁽¹⁸⁴⁾. Le veto est posé, même si le droit de veto n'a pas été conféré.

Cependant, la flamandisation de l'Université de Gand est encore plus directement liée à la menace d'introduction du néerlandais en Wallonie que ce que l'historiographie a relevé jusqu'ici. En effet, dans un esprit de compromis, plusieurs sénateurs déposent début 1923 des projets de loi visant à compenser le maintien du français à Gand en introduisant le néerlandais comme langue d'enseignement à l'Université de Liège⁽¹⁸⁵⁾.

Belgique (Consultés en ligne sur le site arch.be), *Procès-verbaux du Conseil des Ministres*, 37, 23 octobre 1922. ; P.H., « Chronique politique », dans *LB*, 30 décembre 1922, p. 3.

(180) *LB*, mars 1923, p. 1-4 ; mai 1923, p. 2-4 ; juin 1923, p. 1 ; septembre-octobre 1923, p. 2.

(181) *LU*, 8 avril 1921, p. 1-2 ; 20 octobre 1922, p. 5 ; 1^{er} décembre 1922, p. 1 ; 10 novembre 1922, p. 1 ; 8 décembre 1922, p. 2 ; 15 décembre 1922, p. 1 ; 30 décembre 1922, p. 1 ; 26 janvier 1923, p. 1 ; 12 janvier 1923 ; 19 janvier 1923, p. 1 ; *LB*, juillet-août 1923, p. 1 ; octobre 1923, p. 3.

(182) R.V., « L'heure décisive », dans *LU*, 10 novembre 1922, p. 1.

(183) P.H., « Contre l'impuissance parlementaire et la démagogie linguistique », dans *LU*, 15 décembre 1922, p. 1 ; VALERE, « Feuilles », dans *LU*, 20 octobre 1922, p. 2.

(184) R.V., « L'heure décisive », dans *LU*, 10 novembre 1922, p. 1.

(185) Dans les propositions Van Roosbroeck & Rongy et Braun & al., la contrepartie du maintien de cours français à l'Université de Gand était l'introduction de ses mêmes cours, en néerlandais, à l'Université de Liège. *Documents parlementaires du Sénat*, Session 1922/23-0, 64, Joseph VAN ROOSBROECK & Gérard RONGY, « Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'Université de Gand », 30 janvier 1922, p. 1, p. 3 (consulté en ligne sur le site Senate.be), p. 1. *Documents parlementaires du Sénat*, Session 1922/23-0, n°104 ; Alexander BRAUN, Henri CARTON DE WIART & al., « Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans les Universités de l'État », 15 mars 1923, p. 1, p. 3 (consulté en ligne sur le site Senate.be). On compte aussi l'amendement Keesen à la proposition Speyer. Cette dernière prévoyait la création de deux Universités distinctes à Gand, avec dédoublement de tous les cours ; l'amendement Keesen proposait un dédoublement équivalent à l'Université de Liège. *Documents parlementaires du Sénat*, Session 1922/23-0, 42 ; Herbert SPEYER, « Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'Université de Gand », 27 mars 1923, p. 1, p. 3 (consulté en ligne sur le site Senate.be), p. 1, p. 4, p. 6. *Documents parlementaires*

« Flamandiser Liège, [...] mais, frères, rien que pour y avoir pensé, nous devrions jeter par-dessus bord ces sadiques qui déshonorent tout le pays », s'indigne une plume de *Liège-Universitaire* dès le 26 janvier⁽¹⁸⁶⁾. Face à cette preuve de « leur volonté haineuse d'asservir une moitié de la Belgique à l'autre moitié »⁽¹⁸⁷⁾, 'Gand Français' et l'unité du pays cessent d'être des priorités⁽¹⁸⁸⁾ : « Flamands, cette fois, s'il le faut, chacun pour soi », lit-on dans *LU*⁽¹⁸⁹⁾ ; « Nous devons affirmer que nous défendrons avant tout le sort de l'Université de Liège, quelles que puissent en être les conséquences pour Gand », renchérit Horion dans *La Barricade*⁽¹⁹⁰⁾. Les étudiants et les militants wallons promettent une résistance décuplée à ces tentatives de « souiller l'Alma Mater purement et exclusivement française de Liège »⁽¹⁹¹⁾.

La colère des militants wallons retombe sur les partisans de l'introduction du néerlandais en Wallonie, en premier chef les « Beulemans » de Bruxelles⁽¹⁹²⁾, produits de « l'accouplement contre-nature de deux cultures »⁽¹⁹³⁾. Par leur volonté intéressée de concentrer les pouvoirs et d'« abâtardir » les Wallons par le bilinguisme, ils constitueraient « l'ennemi le plus dangereux de la Wallonie »⁽¹⁹⁴⁾, « nos pires ennemis »⁽¹⁹⁵⁾. La critique est étendue à tous ceux qui prétendent sauver la Belgique unitaire au prix de l'homogénéité française de la Wallonie : les nationalistes belges⁽¹⁹⁶⁾ ; la Ligue nationale pour la Défense de l'Université de Gand et de la Liberté des Langues⁽¹⁹⁷⁾ ; et les « Wallons traîtres à leur race »⁽¹⁹⁸⁾.

Les Flamands francophones finissent par être eux aussi reconnus coupables du crime de lèse-francité. Paul Horion les menace dès décembre 1922 de les abandonner à leur sort s'ils continuent de soutenir la « germanisation » de la

du Sénat, Session 1922/23-0, 47 ; Eugène KEESEN, « Proposition de loi relative à l'emploi des langues dans l'Université de Gand. Amendement », p. 1, p. 3 (consulté en ligne sur le site Senate.be), 27 mars 1923, p. 1.

(186) LE SOLITAIRE, « L'Insulte », dans *LU*, 26 janvier 1923, p. 2.

(187) *Ibid.*

(188) *Ibid.* ; P.H., « La flamandisation de l'Université de Liège », dans *LB*, février 1923, p. 2 ; juin 1923, p. 1.

(189) LE SOLITAIRE, « L'Insulte », dans *LU*, 26 janvier 1923, p. 2.

(190) P.H., « La flamandisation de l'Université de Liège », dans *LB*, février 1923, p. 2.

(191) A. KAISIN, « [Introduction] », dans A. KAISIN, éd., *La question du dédoublement*, *op. cit.*, p. 12.

(192) TIESSE DI HOYE, « L'Union wallo-flamande », dans *LU*, 11 novembre 1920 p. 2 ; AJAX, « Le crime des bâtards ! », dans *LU*, 2 mars 1923, p. 2.

(193) AJAX, « Article de Surface », dans *LU*, 26 octobre 1923, p. 2.

(194) R.E., « Le Bruxellois : Sergent du Flamingantisme », dans *LB*, avril 1923, p. 1.

(195) « Chronique politique », dans *LB*, mars 1923, p. 3.

(196) *LU*, 11 novembre 1920, p. 1 ; 21 janvier 1921, p. 1 ; 22 décembre 1922, p. 2 ; 26 janvier 1923, p. 5, 9 mars 1923, p. 3 ; *LB*, 30 décembre 1922, p. 1 ; février 1922, p. 1 ; mars 1923, p. 4 ; avril 1923, p. 3.

(197) *LU*, 16 mars 1923, p. 4-5 ; 23 novembre 1923, p. 1 ; 7 décembre 1923, p. 1 ; *LB*, septembre-octobre 1923, p. 2 ; janvier 1924, p. 3 ; avril 1924, p. 6 ; Liège, MVW, Collections du Musée, « Séance du Comité du lundi 19 octobre 1923 », dans Liège, MVW, Collections du Musée, Marcel Viver, Secrétaire de la LEW, « Procès-verbaux 1923-1924 », [Liège], [1923-1924], p. 20 ; Liège, MVW, Collections du Musée, LEW « Vous n'irez pas à Gand », Liège, G. Bovy, [entre le 16 et le 25 novembre 1923].

(198) P.H., « Contre les idéologies malfaisantes et la loi du nombre », dans *LU*, 22 décembre 1922, p. 1 ; P.H., « Le Renouveau de l'Orgueil wallon n'est ni une manifestation d'impuissance ni une preuve de mesquine vanité », dans *LU*, 8 décembre 1922, p. 1.

Wallonie⁽¹⁹⁹⁾. En mai 1923, même Charles Fraipont les appelle « Flamands fransquillons » et évoque une possible sécession wallonne⁽²⁰⁰⁾. Les plus autonomistes avancent même que les Wallons ont été entraînés dans un combat qui n'était pas le leur, au service de traîtres prêts à les poignarder dans le dos⁽²⁰¹⁾. Sous la plume du rattachiste Georges Jarbinet⁽²⁰²⁾, ces Flamands francophones cessent d'appartenir à la famille des peuples latins : « Ils ne voient pas, ces Wallons trop généreux, que ces pseudo-Français sont, au fond, leurs pires ennemis »⁽²⁰³⁾. La preuve en est que ces « Fransquillons », ces « francisants de Flandre »⁽²⁰⁴⁾, sont prêts à trahir la cause transnationale de la civilisation française, à introduire une langue germanique à l'Université de Liège. Remarquons au passage que l'éventuelle flamandisation des francophones du nord n'est jamais assimilée à un « abâtardissement » ou à une « corruption », alors que ces termes reviennent sans arrêt pour évoquer l'effet qu'aurait le bilinguisme sur la Wallonie⁽²⁰⁵⁾ (sans pour autant que la francisation de ces Flamands ne soit, elle non plus, assimilée à un « abâtardissement »).

Un repli pragmatique et relatif

Pourtant, c'est bien malgré eux que les fédéralistes sont forcés d'admettre la flamandisation de la Flandre. Auguste Buisseret reconnaît que les Wallons préféreraient une Belgique française ; mais il se plie devant le rapport de force dans les urnes. Affronter le Mouvement flamand de front, sur ses terres, comme le prônent les unitaristes de l'Assemblée wallonne, est une cause perdue. Le seul moyen d'empêcher les représentants flamands et bruxellois de faire cause commune pour imposer le bilinguisme à la Wallonie serait de tendre la main aux *Vlaamsgezinden* pour s'entendre sur un projet commun d'homogénéisation linguistique régionale, voire de fédéralisme⁽²⁰⁶⁾. « Tenons compte des faits » répète en mars et avril 1923⁽²⁰⁷⁾ son collègue Émile Jennissen.

(199) P.H., « Chronique politique », dans *LB*, 30 décembre 1922, p. 3.

(200) Ch. FRAIPONT, « Erreurs de tactique ou mauvaise foi », dans *LB*, mai 1923, p. 1.

(201) *LU*, 2 mars 1923, p. 2 ; *LB*, mars 1923, p. 1 ; avril 1923, p. 3 ; mai 1923, p. 3 ; janvier 1924, p. 3 ; avril 1924, p. 1-2.

(202) Georges Jarbinet (1901-1989), professeur de français dans diverses athénées entre 1928 et 1966, membre de Wallonie libre, du Congrès national wallon de 1945 puis du Rassemblement wallon. Fervent rattachiste, il étudie alors le droit à l'Université de Liège aux côtés de Paul Horion, qu'il a déjà pu fréquenter au sein des Lycéens wallons. P. DELFORGE, « Jarbinet Georges », dans *EMW*, t. 2, p. 894.

(203) G.J., « À travers la faune belgeoisante. Les Fransquillons », dans *LB*, mai 1923 p. 3.

(204) A. BUISSERET, « Où sont les ennemis de l'œuvre de 1830 », dans *LB*, février 1922, p. 1.

(205) *LU*, 8 avril 1921, p. 1-2 ; 2 mars 1923, p. 2 ; *LB*, 30 décembre 1922, p. 2 ; janvier 1924, p. 5 ; Liège, MVW, Collections du Musée, LEW, [Tract contre la Ligue nationale pour la Défense de l'Université de Gand et pour la Liberté des Langues], Liège, [s.n.], 16 novembre 1923.

(206) A. BUISSERET, « À moins cinq... Une fois de plus, faisons le point », dans *LB*, juillet 1924, p. 1.

(207) E. JENNISSIN, « Triplepatte est-il Wallon ? », dans *LB*, mars 1923, p. 1 ; E. JENNISSIN, « Le recrutement régional », dans *Bulletin trimestriel du Comité d'Action*

En réalité, cette manière de voir n'est pas neuve dans les milieux jeunes-wallons. Pendant la guerre, déjà, Raymond Colleye avait pris des contacts avec le *Frontbeweging*⁽²⁰⁸⁾. Paul Horion affirme la légitimité du Mouvement flamand dès juin 1919⁽²⁰⁹⁾ et se réjouit même des victoires des « flamingants » fédéralistes⁽²¹⁰⁾, favorables à « nos théories d'émancipation »⁽²¹¹⁾. Début 1920, dans le *Bulletin annuel de la Jeune Garde wallonne*, il s'avoue tourmenté par un « dilemme » : en cas de compromis en faveur des francophones de Flandre, les « flamingants » ne risqueraient-ils pas de s'allier aux « protagonistes acharnés du Bilinguisme » ? Ne conviendrait-il pas plutôt de traiter avec eux ? « Devons-nous abandonner l'Université de Gand ? [...] That is the question »⁽²¹²⁾.

Toutefois, en 1922, une nouvelle dynamique se met en place. En février, une polémique oppose Horion, en tant que nouveau président de la Ligue des Étudiants wallons, à un contributeur de *Liège-Universitaire* (« G.V. ») qui lui reproche d'abandonner la civilisation française en Flandre : c'est précisément à son pragmatisme qu'il s'en prend. « (...) Par grâce, qu'il [Horion] n'envisage pas froidement la possibilité d'abandonner au flamingantisme des millions de Wallons et, chose plus grave, toute la culture française en Flandre. Nous devons, au contraire, lutter jusqu'au bout sur ce point, et non pas subsidiairement, et non pas en calculant les chances de vaincre. Si nous sommes battus, nous aurons fait au moins tout notre devoir »⁽²¹³⁾.

« G.V. » rejette en effet tout calcul : il faut « Lutter sans grand espoir parlementaire, – je le veux bien – mais pour une idée noble et généreuse, et qui en vaut la peine »⁽²¹⁴⁾. Horion ne semble pas convaincu, mais finit par concéder que sa Ligue estudiantine n'abandonnera pas la culture française de Flandre⁽²¹⁵⁾. Sous la pression, peut-être pour favoriser le recrutement de sa jeune Ligue (rappelons qu'on en est à la quatrième tentative de la fonder !), il effectue une courbe rentrante.

En 1923, l'argument pragmatique refait surface. En février, *La Barricade* critique le maintien ne fût-ce que de « cellules françaises » à Gand⁽²¹⁶⁾. En juin, Horion ne cache plus ses priorités : « À tout prendre, dans la pire des hypothèses, il vaut encore mieux sauver 3 000 000 de Wallons que quelques milliers de Fransquillons »⁽²¹⁷⁾. Un an plus tard, il affirme qu'il faut désormais

wallonne de l'Arrondissement de Liège, avril 1923, p. 1.

(208) Ph. MURET, « Colleye Raymond », dans *EMW*, t. 1, p. 294-295.

(209) P. HORION, « À propos de 1830 », dans *JRW*, 20 juin 1919, p. 4.

(210) P.H., « L'entente wallo-flamande », dans *En Garde ! Bulletin trimestriel de la Garde wallonne*, 15 janvier 1921, p. 3.

(211) « Le collègue échevinal d'Anvers », *ibid.*, p. 3.

(212) P.H., « Dilemme », dans *Bulletin annuel de La Jeune Garde wallonne de Liège et des Étudiants Wallons*, 7 janvier 1920, p. 1.

(213) Nous soulignons. Le « millions de wallons » fait ici référence aux Flamands francophones. G.V., « Les étudiants et le Mouvement wallon. Une mise au point ? », dans *LU*, 27 février 1922, p. 1.

(214) G.V., « Les étudiants et le Mouvement wallon. Une mise au point ? », dans *LU*, 27 février 1922, p. 1.

(215) P. HORION, G.V., « Les étudiants et le Mouvement wallon. Quelques mots pour conclure », dans *LU*, 3 février 1922, p. 2.

(216) « Le Mouvement wallon », dans *LB*, février 1923, p. 3.

(217) P. HORION, « Précisons. M. Devèze veut précipiter le vote de ses projets », dans

s'abstenir de toute revendication linguistique dans le nord du pays, de crainte de voir les Flamands réclamer une compensation similaire en Wallonie – comme « L'affaire de Gand l'a montré »⁽²¹⁸⁾.

À cela vient s'ajouter un argument de principe : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le slogan de Wilson est populaire chez les autonomistes wallons (Jennissen, Colleye...) depuis la guerre⁽²¹⁹⁾, et est régulièrement repris par les Jeunes-Wallons dans leur aspiration autonomiste⁽²²⁰⁾. La rancune guerrière s'apaise, *La Barricade* appelle (parfois) à la mansuétude à l'égard de l'Allemagne à genoux⁽²²¹⁾ et la Ligue des Étudiants wallons s'affilie début 1924 au « Groupement estudiantin pour la SDN »⁽²²²⁾. À la même époque, l'*Algemeen Vlaamsch Hoogstudentenverbond*, fédéraliste et ferme soutien de la flamandisation de Gand⁽²²³⁾, crée de son côté une « Vereniging voor Volkenbond en Wereldvrede »⁽²²⁴⁾. Un terrain d'entente aurait-il été trouvé avec l'ennemi d'hier ? Pour les autonomistes wallons, ce Mouvement flamand devient le symptôme de la « conscience collective de la race »⁽²²⁵⁾. Inversement, les francophones de Flandre sont réduits à une minorité aristocratique⁽²²⁶⁾, voire à une « Caste orgueilleuse, ploutocratie intellectuelle et financière » assiégée par « la fière démocratie flamande »⁽²²⁷⁾. À partir de 1923, les nationalistes flamands sont de plus en plus souvent mentionnés comme des alliés dans la lutte pour le fédéralisme⁽²²⁸⁾.

Pourtant, comme l'a montré Chantal Kesteloot, la main tendue alterne sans cesse avec le gant jeté ; les articles de *La Barricade* prônant l'alliance entre fédéralistes du nord et du sud côtoient les expressions de mépris envers la

LB, juin 1923, p. 1.

(218) P. HORION, « Le mois politique. L'examen d'admission aux études universitaires », dans *LB*, juillet 1924, p. 4.

(219) P. DELFORGE, « Buisseret, Auguste », dans *EMW*, t. 1, p. 206-208 ; Ch. KESTELOOT, *Au nom de la Wallonie*, op. cit., p. 32 ; P. DELFORGE, *Un siècle de projets fédéralistes pour la Wallonie (1905-2005)*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 2005, p. 44 et 52 ; Ch. KESTELOOT, « La Belgique de 1830, une nation à conserver ? », op. cit., p. 279-292 ; P. DELFORGE, *L'Assemblée wallonne*, op. cit., p. 229.

(220) Liège, MVW, Collections du Musée, [Tract appelant à rejoindre les Lycéens wallons], [1919], p. 1 ; Comité de la JGW, « Contre la loi Von Bissing. Wallons ! Jeunes Wallons ! », dans *JRW*, dimanches 29 & 26 septembre 1920, p. 2.

(221) G. WATHELET, « Lettre de Paris », dans *LB*, septembre-octobre 1923, p. 3 ; « Le mois politique. La Wallonie et la SDN », dans *LB*, novembre 1924, p. 4-5.

(222) Liège, MVW, Collections du Musée, « Séance du Comité du 8 janvier 1924 », dans Liège, MVW, Collections du Musée, Marcel Viver, Secrétaire de la LEW, « Procès-verbaux 1923-1924 », [Liège], [1923-1924], p. 32.

(223) Louis VOS, « Algemeen Vlaamsch Hoogstudentenverbond (AVHV) », dans *NEVB*, t. 1, p. 257-259.

(224) « De Vereniging voor Volkenbond en Wereldvrede (v.v.w.) bij het Algemeen Vlaamsch Hoogstudentenverbond », dans *Ons Leven*, 27 janvier 1924, p. 75-77.

(225) R.E., « Le Bruxellois : Sergent du Flamingantisme », dans *LB*, avril 1923, p. 1.

(226) *LB*, février 1923, p. 3 ; avril 1923, p. 3 ; juillet 1924, p. 1.

(227) G.J., « À travers la faune belgeoisante. Les Fransquillons », dans *LB*, mai 1923, p. 3.

(228) *LB*, mai 1923, p. 2 ; septembre-octobre 1923, p. 2 ; janvier 1924, p. 3 ; février 1924, p. 3 ; avril 1924, p. 4 ; septembre 1924, p. 15 ; novembre 1924, p. 13.

culture flamande⁽²²⁹⁾. De même, l'idéal expansionniste n'a pas complètement disparu. « Nous devons être plus francs qu'eux [...] », écrit un contributeur rattachiste de *Liège-Universitaire* ; « Nous, Wallons, nous voulons défendre et agrandir cette même culture française qui nous est commune avec nos frères du midi. [...] Vous l'attaquez, nous la défendons »⁽²³⁰⁾. Que les francophones du Nord soient partisans de l'introduction du néerlandais au Sud n'y change rien : « Nous devons les combattre en Wallonie et les défendre en Flandre »⁽²³¹⁾. Même son de cloche chez Jean Delvigne⁽²³²⁾, dans *La Barricade* : « Notre devoir n'est pas seulement de défendre la culture française, mais de l'étendre le plus loin possible », n'en déplaise aux « flamingants »⁽²³³⁾. Delvigne est pourtant un fédéraliste convaincu et le secrétaire de la LEW, mais il refuse de voir les Wallons couper tous les liens avec la Flandre et faillir ainsi à leur devoir historique envers la France : la conversion des Flamands à la civilisation latine, « patrimoine de toute l'humanité ! »⁽²³⁴⁾.

La lecture du *Programme autonomiste* de la Ligue des Étudiants wallons, texte de référence de cette radicalisation fédéraliste, est sur ce point instructive. Loin de vouloir anéantir la Belgique, la Ligue étudiante souhaite substituer à un régime de « domination d'une race par l'autre » un régime d'égalité politique entre communautés fondé sur « l'indépendance réciproque », une « entente loyale et cordiale »⁽²³⁵⁾ et le respect de l'« intégrité ethnique et culturelle »⁽²³⁶⁾ de chaque entité. Elle préconise une décentralisation au profit des communes, des provinces voire des régions, ainsi que le dédoublement des ministères pour toutes les matières qui dressent Wallons et Flamands les uns contre les autres⁽²³⁷⁾.

Pourtant, dans l'annexe, les étudiants fédéralistes s'interrogent : « Un autonomiste peut-il s'occuper de la flamandisation de l'Université de Gand sans contradiction flagrante ? »⁽²³⁸⁾. Pour défendre leur position, ils présentent trois arguments (que l'on retrouve uniquement dans ce *Programme autonomiste*⁽²³⁹⁾ et nulle part ailleurs), et ajoutent « En régime autonomiste, les Wallons conservent le droit et le devoir de propager partout la culture française »⁽²⁴⁰⁾. De la solidarité avec les francophones de Flandre ou du français

(229) Ch. KESTELOOT, *Au nom de la Wallonie, op. cit.*, p. 58.

(230) R. MONTJOIE, « La deuxième loi Von Bissing », dans *LU*, 15 décembre 1922, p. 1.

(231) ID., « La Barricade », dans *LU*, 7 décembre 1923, p. 1.

(232) Jean Delvigne (1903 - ?), conseiller provincial pour le Parti ouvrier belge entre 1929 et 1934. Il fut membre de la Ligue des Lycéens wallons, de la Ligue des Étudiants wallons (dont il fut secrétaire en 1923) et de la Ligue d'Action wallonne. Il est le fils d'Isi Delvigne, alors député socialiste de Liège et directeur du journal *La Wallonie* (édition provinciale du *Peuple*). P. DELFORGE, « Delvigne Jean », dans *EMW*, t. 1, p. 453 ; ID., « Delvigne Isi », *ibid.*, p. 453.

(233) J. DELVIGNE, « Vive la France ! », dans *LB*, juillet-août 1923, p. 2.

(234) *Ibid.*

(235) LEW, *Notre Programme autonomiste, op. cit.*, p. 2.

(236) *Ibid.*, p. 6.

(237) *Ibid.*, p. 3-4, p. 6-7, p. 14.

(238) *Ibid.*, p. 15.

(239) Les étudiants hennuyers de l'Université de Gand seraient contraints d'apprendre le néerlandais ; le Parlement est toujours unitaire et les Wallons auraient donc le droit de s'intéresser à Gand ; « Les questions universitaires sont, d'ailleurs, essentiellement d'ordre universel : elles dépassent les régions et les frontières », *ibid.*, p. 10.

(240) *Ibid.*

comme « lien entre les Belges », il n'est question nulle part. Auguste Buisseret considère ces arguments avec bienveillance : ils ont « expliqué l'attitude de beaucoup de nôtres dans l'affaire de Gand »⁽²⁴¹⁾. Il concède ainsi qu'il y a bel et bien besoin d'explications – à la fois pour résoudre une « contradiction » (c'est le terme que les auteurs du *Programme* emploient), et pour absoudre les nombreux militants qui en ont été victimes.

Contradiction, mais laquelle ? Un fédéraliste wallon rapporte dans *La Barricade* une conversation qu'il aurait eue avec un industriel lyonnais. Celui-ci s'émeut de ce que son interlocuteur décrit comme la politique de francisation imposée par les Wallons aux Flamands au XIX^e siècle : « Évidemment, elle cadrerait mal aujourd'hui avec les principes généralement admis de la liberté et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » répond le militant wallon ; mais « il faut cependant reconnaître que si elle avait été poursuivie en son temps, peut-être sans grand heurt, aurait-elle pu aboutir à l'unification de la langue parlée en Belgique »⁽²⁴²⁾.

Et cette contradiction, dont ils ont conscience, les militants fédéralistes doivent apprendre à l'accepter. La superposition d'arguments pragmatiques et de principe en faveur du droit des Flamands à disposer d'eux-mêmes est en fait assez logique. Ceux pour qui la volonté populaire a le plus de valeur sont aussi ceux pour qui la cause du français en Flandre apparaît le plus tôt comme objectivement perdue. Une incompréhension résignée domine face à l'abandon volontaire de ce qui paraît être à ces militants le pinacle de la civilisation⁽²⁴³⁾. « Que les Flamands se suicident, c'est leur affaire. Ce n'est pas à nous à leur imposer notre façon. Mais qu'ils nous laissent Wallons », lit-on encore dans *La Barricade*⁽²⁴⁴⁾. Paul Horion conclut fin 1924 : « Sans doute est-il regrettable que les Flamands soient des Germaines et qu'ils ne parlent pas le Français. Mais c'est un fait »⁽²⁴⁵⁾.

Enfin, les militants autonomistes proposent un ultime argument péremptoire aux nostalgiques de la Belgique française : la Flandre finira « naturellement » par se franciser⁽²⁴⁶⁾. Buisseret et Colleye affirment que c'est parce que le français leur a été imposé de force comme « ciment de l'État belge » que les Flamands le rejettent : si tôt la contrainte disparue, ils retourneront naturellement à lui⁽²⁴⁷⁾. « Une tradition séculaire, les nécessités du commerce, les multiples relations que crée un voisinage immédiat, tout concourt à assurer à la France une place prépondérante dans ces régions », rassure l'avocat fédéraliste. Ainsi, en optant pour le fédéralisme, les Wallons sauveraient l'intégrité française de la Wallonie, respecteraient le droit à

(241) A. BUISSERET, « D'un programme autonomiste. Vers un front unique de la Wallonie consciente », dans *LB*, novembre 1923, p. 1.

(242) G. WATHELET, « Lettre de Paris », dans *LB*, avril 1923, p. 3.

(243) LA BARRICADE, « Le projet Troclet. Introduction à l'étude dont nous commençons la publication en feuillet », dans *LB*, juillet-août 1923, p. 1.

(244) R. LIÈGE, « Sur la Barricade », dans *LB*, mai 1923, p. 1.

(245) P. HORION, « Le mois politique. Notre raison d'être », dans *LB*, juin 1924, p. 4-5.

(246) *JRW*, 20 juin 1919 ; 26 septembre 1920, p. 1 ; R. MONTJOIE, « La deuxième loi Von Bissing », dans *LU*, 15 décembre 1922, p. 1-2 ; E. JENNISSEN, « Le Recrutement régional », dans *Bulletin trimestriel du Comité d'Action wallonne de l'Arrondissement de Liège*, avril 1923, p. 1 ; P. HORION, « Précisons. M. Devèze veut précipiter le vote de ses projets », dans *LB*, juin 1923, p. 2 ; « Le mois politique. La conquête », dans *LB*, novembre 1924, p. 5.

(247) R. COLLEYE, « À "La Barricade" », dans *LB*, mars 1923, p. 2.

l'autodétermination, et prépareraient en même temps la francisation de la Flandre⁽²⁴⁸⁾.

Stratégies

Mais, s'il en va ainsi dans *La Barricade*, du côté de *Liège-Universitaire*, on ne l'entend pas de cette oreille. Les plumes y sont persuadées que c'est la peur des militants flamands et de leurs manifestations violentes qui conduit le Parlement à commettre le « crime ». L'adversaire ayant substitué la force au droit, il devient légitime de défendre le droit par la force⁽²⁴⁹⁾. En conséquence, les appels à la révolution, au tribut de sang pour la liberté, au fanatisme et au mysticisme⁽²⁵⁰⁾ se multiplient tout au long de l'année académique 1922-1923. Le théoricien de cette stratégie n'est autre qu'André Kaisin, le président du Comité étudiantin de Résistance. Il craint, dès le 11 novembre 1922, que seule la « menace de la révolte de la Wallonie » puisse retarder le passage du projet Van Cauwelaert⁽²⁵¹⁾. Les attaques violentes contre Jaspar, le 4 décembre, sont une première occasion de tester cette approche⁽²⁵²⁾. Le président du Comité de Résistance résume lapidairement sa stratégie un mois plus tard : « Quand respectera-t-on la Wallonie ? Quand on en aura peur. [...] Il faut qu'on craigne Liège et on la craindra ! »⁽²⁵³⁾. Le jour-même, il menait ceux que la Ligue surnommait déjà les « chemises rouges et jaunes »⁽²⁵⁴⁾ à l'assaut du Treurenberg.

Le séparatisme est le pendant de cette violence dans l'ordre des revendications. Dès le 10 novembre, Kaisin propose d'aller « chanter la Marseillaise devant les consulats français » si le projet Van Cauwelaert est voté⁽²⁵⁵⁾. Le 24 novembre, il déclare que dans cette hypothèse, « Je serais partisan de proclamer à l'Hôtel de Ville, le rétablissement de l'antique indépendance de la Principauté de Liège »⁽²⁵⁶⁾. Il gardera cette conviction après la défaite, et même jusqu'en mars 1924⁽²⁵⁷⁾ : si l'Université Nolf a été possible, c'est parce qu'une « politique wallonne résolument séparatiste », « une politique wallonne extrémiste », a manqué pour effrayer les élites de la capitale⁽²⁵⁸⁾. C'est donc aussi à la lumière de cette tactique qu'il faut lire de nombreux appels à la séparation, tantôt pour refuser la flamandisation de l'Université de Gand, tantôt pour contrer le bilinguisme dans l'administration ou à l'armée⁽²⁵⁹⁾.

(248) A. BUISSERET, « Paroles françaises », dans *LB*, janvier 1924, p. 3.

(249) *LU*, 24 novembre 1922, p. 1 ; 1^{er} décembre 1922, p. 1.

(250) *LU*, 10 novembre 1922, p. 1 ; 20 octobre 1922, p. 2 ; 22 décembre 1922, p. 2 ; 19 janvier 1923, p. 1 ; *LB*, mars 1923, p. 3 ; juin 1923, p. 1 ; Liège, MVW, Collections du Musée, CERFUG, [Affiche « À la population liégeoise », contre l'introduction du flamand à l'Université de Liège], Liège, F. Dacier, [avant 20 mars 1923].

(251) AJAX, « Article de surface », dans *LU*, 22 décembre 1922, p. 2.

(252) ID., « Article de surface ! », dans *LU*, 15 décembre 1922, p. 2.

(253) A. KAISIN, « Notre mouvement », dans *LU*, 22 décembre 1922, p. 2.

(254) « Notre Programme », dans *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 1.

(255) AJAX, « Article de surface », dans *LU*, 10 décembre 1922, p. 3.

(256) « Notre Programme », dans *LU*, 1^{er} décembre 1922, p. 1.

(257) AJAX, « Quand les Wallons comprendront-ils ? », dans *LU*, 21 mars 1924, p. 1.

(258) AJAX, « Article de Surface », dans *LU*, 26 octobre 1923, p. 2.

(259) *LU*, 11 novembre 1920 p. 2 ; 15 avril 1921, p. 1 ; 1^{er} décembre 1922, p. 1 ; 8

Le professeur Charles Fraipont incarne à l'extrême cette stratégie de l'intimidation par le fédéralisme. Lui-même proclame haut et fort sa foi en la Belgique unitaire : s'il accepte de se battre aux côtés des autonomistes, c'est parce qu'il reconnaît « l'utilité d'une réaction violente devant le péril qui menace notre idéal de Gaulois purement et exclusivement latins »⁽²⁶⁰⁾. Ses engagements ultérieurs témoigneront à nouveau de cette ambiguïté. En 1923, il intègre ainsi la Ligue d'Action wallonne de Liège, devient vice-président du Comité d'Action wallonne de Liège⁽²⁶¹⁾ et président d'une « Commission d'études des solutions autonomistes » mise en place par la Ligue des Étudiants wallons⁽²⁶²⁾. Dans le même temps, il se porte volontaire pour donner des cours à l'École des Hautes Études de Gand et rejoint l'Assemblée wallonne⁽²⁶³⁾. On mesure à quel point le « séparatisme » peut s'insérer dans une logique bilatérale, dans laquelle le divorce sert de menace pour obtenir gain de cause.

Toutefois, ce n'est pas comme si Frans Van Cauwelaert ou Henri Jaspar lisaient *Liège-Universitaire*. Les menaces de séparation proférées par les étudiants restent avant tout le signe d'une indignation toute intime face à ce qui leur semble être une rupture du contrat entre les deux parties du pays. Kaisin se revendique aussi directement de l'autonomie wallonne et espère même, à une occasion, la voir précipitée par le vote du projet Van Cauwelaert⁽²⁶⁴⁾. Le jour du vote de ce projet de loi à la Chambre, la tribune de *Liège-Universitaire* lance : « Wallons, jusqu'où ira notre longanimité, jusque à quand accepterons-nous que les sinistres francophobes du Nord nous imposent la contrainte néfaste de leurs lois ? »⁽²⁶⁵⁾. Sur ce point, la flamandisation de Gand a pu vraiment jouer un rôle dans la radicalisation fédéraliste.

La Garde wallonne autonomiste de Buisseret et d'Horion entend exploiter ce mécontentement. Plusieurs témoignages trahissent la divine surprise qu'a été pour elle le vaste mouvement de manifestations contre la flamandisation de Gand⁽²⁶⁶⁾. Ce mouvement étudiant, il n'est pas question de le laisser « dépourvu de cadres »⁽²⁶⁷⁾. Les autonomistes s'adressent principalement

décembre 1922, p. 1 ; 15 décembre 1922, p. 1 ; 12 janvier 1923, p. 1 ; 19 janvier 1923, p. 1 ; 16 février 1923, p. 1 ; 2 février 1923, p. 1 ; 9 mars 1923, p. 1 ; 1^{er} février 1924, p. 1 ; PIEDGELÉ, « [Discours] », dans LEW, *Liber Memorialis Charles Fraipont, op. cit.*, p. 13. ; *LB*, juillet-août 1923, p. 2 ; janvier 1924, p. 1.

(260) Ch. FRAIPONT, « Erreurs de tactique ou mauvaise foi », dans *LB*, mai 1923, p. 1.

(261) Liège, MVW, Collections du Musée, Comité d'Action wallonne à « Monsieur », [Invitation au premier Congrès de la Ligue d'Action wallonne, le 13 au 14 juillet 1924], [avant le 13 juillet 1924].

(262) P. DELFORGE & S. JAMINON, « Ligue d'Action wallonne de Liège (1923-1940) », dans *EMW*, t. 2, p. 997.

(263) JUVENAL, « La manifestation de Gand », dans *LU*, 30 novembre 1923, p. 1 ; A. COLIGNON, « Fraipont Charles », dans *EMW*, t. 2, p. 668.

(264) *LU*, 22 décembre 1922, p. 2 ; 17 novembre 1922, p. 1 ; 2 mars 1923, p. 2.

(265) *LU*, 22 décembre 1922, p. 1.

(266) « Échos », dans *LB*, février 1923, p. 3 ; mai 1923, p. 3 ; Liège, MVW, Collections du Musée, Comité d'Action wallonne, Affiche [Invitation à la manifestation du 30 décembre 1922], Liège, Imp. Guillaume Bovy, [avant le 30 décembre 1922] ; A. BUISSET, « [Discours] », dans LEW, *Liber Memorialis Charles Fraipont, op. cit.*, p. 29.

(267) A. BUISSET, « Aux lecteurs », dans *LB*, 30 décembre 1922, p. 1.

aux jeunes, et plus particulièrement aux étudiants⁽²⁶⁸⁾ : on comprend dès lors pourquoi ils refusent la rupture nette avec l'« Élan merveilleux » pour 'Gand Français'⁽²⁶⁹⁾. Ainsi, *La Barricade* applaudit à l'inventaire des activités du Comité étudiantin, et commente : « La Wallonie ne pourra jamais trop remercier cet énergique propagandiste [André Kaisin] qui l'a réveillée au moment où l'inertie de ceux qui en étaient chargés, menaçait de la perdre »⁽²⁷⁰⁾. Auguste Buisseret, le même qui affirmait en juin 1919 qu'il n'y avait « ... rien dans le programme flamand à quoi nous ne puissions souscrire... »⁽²⁷¹⁾, chante les louanges de Charles Fraipont lors du banquet en l'honneur de son ordinarat, le 30 avril 1923. Comment interprète-t-il alors le mouvement 'Gand Français' ? « Ceux qui hésitaient pour des raisons de tactique furent entraînés par la voix ardente et lucide de ce grand Liégeois. Ils sont allés à la bataille suprême, espérant une victoire qui ouvrirait en Flandre une nouvelle ère française, mais convaincus qu'une défaite de la cause française sonnerait enfin le réveil de la Wallonie menacée »⁽²⁷²⁾.

Buisseret fait ainsi référence à ces militants wallons qui, comme Paul Horion et lui-même, avaient déjà perdu l'espoir de conserver la Flandre à leur culture bien avant le tournant radical de 1923, mais se sont une dernière fois abandonnés à l'enthousiasme pour 'Gand Français'. Cependant, on le voit, Buisseret n'est pas dupe : il reste convaincu que cette cause est vouée à l'échec. Et il se prépare à exploiter l'indignation que cet échec ne manquera pas de provoquer.

Ainsi, le premier article du premier numéro de *La Barricade*, le 30 décembre 1922, de sa propre plume, veut démontrer que le vote de flamandisation du 22 décembre confirme son pessimisme⁽²⁷³⁾. Certains autonomistes évoquent l'espoir que l'échec de Gand Français sera l'ultime gifle qui réveillera les Wallons⁽²⁷⁴⁾ : « Gand est déjà tombé – mais sa mort nous donnera la vie », prophétise le rattachiste Georges Jarbinet en février 1923⁽²⁷⁵⁾. Il s'agit donc pour les fédéralistes de jouer un jeu étrange : saluer la mobilisation des étudiants pour Gand Français, affirmer la légitimité de leur cause, et en même temps, les décourager et les dégoûter. Ainsi, *La Barricade* salue toujours les sénateurs qui rejettent toute introduction du néerlandais à Gand, mais soutient que l'immense majorité de la presse flamande est derrière le projet Van Cauwelaert⁽²⁷⁶⁾. Constatant le rapport de force qui se dégage au Sénat en faveur d'une solution de compromis, un chroniqueur déclare en avril 1923 : « On peut donc conclure que l'Université française de Gand est dès à présent enterrée »⁽²⁷⁷⁾. Les autonomistes cherchent enfin à capitaliser sur la « bataille

(268) « Une enquête sur notre Programme autonomiste », dans *LB*, janvier 1924, p. 3.

(269) Liège, MVW, Collections du Musée, J. VALKENERS, « Rapport du secrétaire pour l'année 1922-1923 », [octobre 1923], p. 1.

(270) « Le Mouvement wallon », dans *LB*, février 1923, p. 3.

(271) A. BUISSET, « Aux lycéens wallons », dans *JRW*, 20 juin 1919, p. 1.

(272) A. BUISSET, « [Discours] », dans LEW, *Liber Memorialis Charles Fraipont*, *op. cit.*, p. 30.

(273) A. BUISSET, « Aux lecteurs », dans *LB*, 30 décembre 1922, p. 1.

(274) R. COLLEYE, « À "La Barricade" », dans *LB*, mars 1923, p. 1-2 ; G.W., « Lettre de Paris », dans *LB*, avril 1922, p. 3.

(275) G. JARBINET, « À la France ! », dans *LB*, février 1922, p. 2.

(276) « Revue internationale de la presse », dans *LB*, 30 décembre 1922, p. 4.

(277) « Chronique politique », dans *LB*, avril 1923, p. 4.

du Treurenberg », le 22 décembre 1922, preuve selon eux de la complicité de la Belgique officielle dans l'entreprise flamingante. Ainsi, le même article introductif de Buisseret proclame : « Au reflet des sabres bruxellois, aux lueurs de l'incendie qui consume l'Université de Gand, c'est un vaste champ de ruines qui nous apparaît tout à coup. La Belgique de 1830, passionnément française, s'est effritée année par année ; la voici qui s'effondre ».

Le traumatisme directement vécu par les jeunes Wallons, le « sang wallon » versé dans les rues de Bruxelles, sont ainsi exploités pour fustiger l'unitarisme jusque tard en 1923⁽²⁷⁸⁾.

« Que sont devenues nos colères de décembre ? »

Cependant, la récupération sombre avec la mobilisation, dès l'hiver 1923. Début février, la Jeune Garde wallonne parle de relancer celle-ci⁽²⁷⁹⁾ ; en mars, c'est le CERFUG qui veut provoquer une « reprise du mouvement d'opinion contre la flamandisation de l'Université de Gand »⁽²⁸⁰⁾. Mais la manifestation qu'il tente alors d'organiser finit par être annulée⁽²⁸¹⁾, tout comme le Congrès des Étudiants de Wallonie prévu en avril. Les meetings en province ne rencontrent pas le succès escompté : « Souvent la salle est presque vide », confesse Kaisin⁽²⁸²⁾. Les projets de compromis déposés au Sénat semblent apaiser la colère des Wallons, au grand effroi de *La Barricade* : « À notre point de vue wallon, nous devons donc honnir le dédoublement et lui préférer tout, même la flamandisation intégrale »⁽²⁸³⁾. Une déconvenue anticipée par Émile Jennissen fin 1922. En mars 1923, il constate amèrement que sa réserve n'était pas vaine : « Hélas ! le coq n'a pas encore chanté – ou mieux, on le fait chanter éhontément – et que sont devenues nos colères de décembre ? »⁽²⁸⁴⁾. Puis vient le rejet du projet Van Cauwelaert au Sénat, fin mars – victoire illusoire qui endort la vigilance wallonne, selon Jean Delvigne. Face à l'isolement croissant de la Ligue des Étudiants wallons, il se lamente : « Nous avons cru, à certains moments, que nous serions suivis. Il se créait tant d'enthousiasme dans les auditoires. Le seul nom de Wallonie ou de France soulevait des tempêtes d'applaudissements. Puis plus rien. Nos espoirs ont été vains [...]. Et nous recommençons la lutte, seuls, contre tous, même contre l'indifférence de ceux que nous voulons rendre libres dans un pays dégénéré »⁽²⁸⁵⁾.

(278) A. BUISSERET, « Aux lecteurs », dans *LB*, 30 décembre 1922 ; R. LIÈGE, « Sur la Barricade », *ibid.*, p. 1. JUVENAL, « Naar Gent ! », dans *LU*, 23 novembre 1923, p. 1.

(279) Liège, MVW, Collections du Musée, JGW à Ch. Comhaire, Président de la Société du « Vieux Liège », [Invitation au meeting du 11 février 1923], 9 février 1923, p. 1.

(280) Liège, Archives communales de Liège, Fonds Protocole, Ville de Liège, Administration communale, Bureau du Secrétariat à Rectorat de l'Université de Liège, 13 mars 1923, p. 1.

(281) Liège, Archives communales de Liège, Fonds Protocole, J. Delvigne aux Président et membres du Collège échevinal de Liège, 15 mars 1923.

(282) A. KAISIN, « [Allocution] », dans LEW, *Liber Memorialis Charles Fraipont*, *op. cit.*, p. 13.

(283) « Chronique politique », dans *LB*, février 1923, p. 3.

(284) E. JENNISSSEN, « Triplepatte est-il Wallon ? », dans *LB*, mars 1923, p. 1.

(285) J. DELVIGNE, « La Victoire », dans *LB*, mars 1923, p. 3.

L'enthousiasme des autonomistes pour Gand Français les a donc trompés. Et de fait, ce combat est resté avant tout un combat pour une Belgique unie. Lorsque les étudiants liégeois gravissent le Treurenberg, le 22 décembre 1922, ils sont conduits par la Ligue des Étudiants wallons, mais aussi par la conservatrice Union des Étudiants catholiques, peu suspecte de fédéralisme⁽²⁸⁶⁾. Sur ce point, le constat de la thèse de Ch. Kesteloot est parfaitement correct : ce qui fit la force et la faiblesse du mouvement Gand Français, l'une des plus grandes mobilisations « wallonnes » de l'Entre-Deux-Guerres, c'était sa capacité à recruter au-delà des étroits cénacles du Mouvement wallon. Aux lendemains de la sécession des autonomistes à l'Assemblée wallonne, leurs idées n'entrent en résonance qu'avec une petite minorité de l'opinion publique ou des représentants politiques du sud du pays⁽²⁸⁷⁾.

Pourtant, le souvenir du mouvement Gand Français et de l'espoir qu'il avait suscité perdue dans les rangs fédéralistes bien après leur sécession de juin 1923. Lorsqu'il s'agit d'énumérer les griefs wallons, les plumes de *La Barricade* mentionnent souvent la flamandisation de Gand, au même titre que les lois directement menaçantes pour l'intégrité française du sud du pays. De même, parmi les chefs d'accusation qui pèsent sur les unitaristes bruxellois ou wallons, les fédéralistes ressassent souvent leur modération dans le conflit gantois puis leur trahison à la faveur de la solution Nolf – et ce, jusqu'au moins novembre 1924⁽²⁸⁸⁾. En février de la même année, *La Barricade* espère encore un traitement plus clément pour la langue française en Flandre⁽²⁸⁹⁾ ; et en avril, elle salue la politique de francisation de l'Alsace⁽²⁹⁰⁾. Le combat par lequel « la jeunesse wallonne a fait rempart de sa poitrine »⁽²⁹¹⁾ reste associé à « l'ardeur wallonne » et à des « sentiments intensément francophiles »⁽²⁹²⁾, preuve que « l'Université de Liège tout entière est le champion de la culture française »⁽²⁹³⁾.

Conclusion

Le discours du « mouvement jeune-wallon » nous semble donc caractérisé par une double conception de la nation, à la fois ethnique et civique. Les habitants du sud du pays appartiennent d'abord à une *Gemeinschaft* transfrontalière,

(286) A. FASBENDER, « Au nom des Intérêts Généraux de la PATRIE, Pour le Maintien de la Culture Nationale Latine dans toutes les Provinces Belges, Nous demandons qu'on garde intacte l'Université actuelle de Gand », dans *LU*, 28 janvier 1923, p. 1.

(287) Ch. KESTELOOT, *Au nom de la Wallonie, op. cit.*, p. 57, p. 60 ; EAD., « Alliés ou ennemis? », *op. cit.*, p. 56-57.

(288) *LU*, 23 novembre 1923, p. 1 ; 30 novembre 1923, p. 1 ; 7 décembre 1923, p. 2 ; Liège, MVW, Collections du Musée, LEW, [« Vous n'irez pas à Gand »], Liège, G. Bovy, [entre le 16 novembre 1923 et le 25 novembre 1923] ; *LB*, septembre-octobre 1923, p. 2-3 ; avril 1924, p. 8 ; novembre 1924, p. 11.

(289) W., « Revue des revues », dans *LB*, février 1924, p. 3 ; MARTEL, « Une interprétation bruxelloise », dans *LB*, février 1924, p. 1.

(290) « Les progrès de la langue française », dans *LB*, avril 1924, p. 7.

(291) A. FRANÇOIS, « Épître à M. Tschoffen, Ministre de l'Industrie et du Travail », dans *LB*, avril 1924, p. 8.

(292) « Les livres. Le LIBER MEMORIALIS », dans *LB*, avril 1924, p. 13.

(293) LE BOURREAU, « À Monsieur Dejace », dans *LU*, 21 au 24 octobre 1924, p. 2.

immuable et essentielle : la race française, la « grande Gaule ». C'est vers elle, et vers son berceau, la France, que va en premier lieu la loyauté des militants jeunes-wallons. Le critère de *social admission* en est l'ascendance wallonne, et donc française. Cependant, les Wallons peuvent choisir librement de faire société, de vivre d'égal à égal avec d'autres peuples, de former une *Gesellschaft*. Il n'est pas question de fusionner des races différentes : le critère d'admission est cette fois-ci la culture commune acceptée par les deux parties. Cette culture n'est pas conçue comme essentielle et ne peut donc être réduite à la conception classique de la nation ethnique.

Et comment pourrait-on refuser la culture française, supérieure à toute autre ? Cependant, l'argumentaire ne s'arrête pas au paternalisme classique de type « langue des Lumières » ou à la nécessité d'unifier culturellement la Belgique pour en garantir la cohésion. Les militants jeunes-wallons ne cachent pas, et clament même, que c'est au nom de leur essence française qu'ils réclament l'expansion de leur culture, patrimoine de leur race. Bien sûr, ils jouent en respectant les règles : ils ne réclament que la liberté linguistique. Mais en même temps, les Flamands francophones leur importent moins que la langue qu'ils parlent. Le fait d'abandonner leur langue originelle pour le français ne les « abâtardit » pas. Au contraire, car leur essence à eux, c'est celle de la barbarie germanique. La réduction de l'histoire à un « choc des races » germanique et latine, ainsi que la croyance en une mission historique de sauvegarde de l'élément français en Belgique, viennent encore renforcer cette revendication, dramatisée par le souvenir lancinant de la Grande Guerre.

Il est cependant permis de s'interroger sur le caractère circonstanciel de l'usage du mot « race » dans ce contexte profane (et non savant, comme le concept alternatif de « race psycho-sociologique » de Fraipont en témoigne). En essentialisant un héritage historique (la culture française) à l'aide d'un terme alors flou, les militants wallons peuvent à la fois exciper de leur pureté raciale (pour ainsi refuser l'introduction du néerlandais chez eux), et réclamer pour la Wallonie un droit de veto sur toute décision prise en Belgique. Pour rappeler ce veto bafoué au Parlement, les principaux meneurs du mouvement, Kaisin et Fraipont, prônent l'intimidation : par leurs discours et par leurs actes, ils exhibent l'épouvantail de l'insurrection et de la sécession wallonnes. La rhétorique raciale et séparatiste s'insère dans une logique bilatérale au service de la sauvegarde de la culture française.

Ensuite, l'hypothèse d'un tournant fédéraliste pragmatique semble vérifiée. Les projets Van Cauwelaert puis Nolf ne peuvent être arrêtés au Parlement, à la colère des militants wallons. De surcroît, le projet Devèze sur l'emploi des langues à l'armée, et peut-être surtout les projets de flamandisation partielle de l'Université de Liège, viennent directement menacer l'intégrité de la culture française en Wallonie. Les Jeunes-Wallons décident alors de battre en retraite, abandonnant les francophones de Flandre à leur sort. Flamands malgré tout, ils ont trahi leurs défenseurs (qui, eux, sont des Français de race) ; et puis, ils ne sont qu'une poignée, « dans la pire des hypothèses ».

Pourtant, on est loin d'une rupture nette. Un noyau de fédéralistes liégeois (Colleye, Jennissen, Buisseret, Horion...) redoute le danger du bilinguisme et admet la disparition du français de Flandre bien avant 1923 : la défaite devant Gand et la menace sur l'armée ne font que confirmer ses craintes. Mieux encore : ce noyau adhère, par ses discours, à l'idéal du droit des

peuples à disposer d'eux-mêmes – et ce, dès l'Armistice. Dans cette nouvelle logique, le Mouvement flamand devient une force démocratique avec lequel les autonomistes peuvent s'allier pour l'émancipation politique et culturelle des deux *Gemeinschaften*. L'idéal d'expansion de la culture française perd sa légitimité. La question devient donc plutôt : pourquoi ces autonomistes de la première heure ont-ils mis leurs convictions de côté le temps d'un combat ? Et pourquoi s'accrochent-ils à Gand Français bien après l'adoption du *Programme autonomiste* ?

Bien sûr, ils furent emportés (ou réduits au silence) par l'enthousiasme général pour ce « combat d'arrière-garde » qui était le leur, mais auquel ils avaient renoncé par désespoir et par principe. Même les militants les plus respectueux envers l'intégrité culturelle et l'autonomie des Flamands ne peuvent s'empêcher de regretter le recul de cette culture au nom de laquelle ils étaient eux-mêmes devenus partisans du droit des peuples à l'autodétermination. Cependant, nous pensons que ce choix d'adhérer (par la parole et par les actes) à Gand Français est aussi en partie stratégique. En mars 1922, Horion accepte à contrecoeur de faire de la défense du français en Flandre un point du programme de sa Ligue étudiante pour lui donner des ailes. Fin de cette même année, à la grande surprise des autonomistes, le combat contre la néerlandisation de Gand suscite à Liège une mobilisation (étudiante) massive. La colère gronde face à l'affront fait à la culture française par l'autre *Gemeinschaft*. Et c'est dans ce contexte explosif que la Rue de la Loi décide de pousser plus avant sa politique d'introduction du néerlandais en Wallonie ! L'occasion est trop belle. La saisir implique de magnifier le combat pour Gand Français, tout en le présentant comme perdu d'avance ; de se profiler en « cadres » de cette colère, afin de la détourner contre une *Gesellschaft* devenue oppressive. La manœuvre se poursuit même après le compromis Nolf, et on pourrait même y voir un des motifs qui, sept ans plus tard, poussent les mêmes autonomistes à fustiger la flamandisation définitive de l'Université de Gand⁽²⁹⁴⁾ et à utiliser l'indignation des Wallons unitaristes pour les mener au fédéralisme.

Au terme de cette analyse, nous estimons avoir résolu la contradiction identitaire (la Wallonie est *Gemeinschaft* et la Belgique *Gesellschaft*) et la contradiction institutionnelle (le bilatéralisme et le fédéralisme comme stratégies pragmatiques de la *Gemeinschaft* au sein de la *Gesellschaft*) du discours des jeunes fédéralistes wallons. Le grand paradoxe, dont les militants autonomistes sont eux-mêmes conscients, c'est celui qui oppose leur idéal d'expansion de la culture française (plutôt que de défense de la liberté linguistique) et le droit des peuples à l'autodétermination. Elle révèle, par contraste, quelle logique de domination culturelle animait leur campagne contre la flamandisation de Gand. On aurait tort de surestimer l'importance numérique des Jeunes-Wallons, même en comparaison avec le reste du mouvement Gand Français. Cependant, leur radicalité, parfois prise au sérieux (ou utilisée) dans les cercles du pouvoir⁽²⁹⁵⁾, ainsi que le contraste avec le

(294) Ch. KESTELOOT, *Waaals regionalisme, op. cit.*, p. 30.

(295) Jules Destrée, Max-Léo Gérard (alors secrétaire du Cabinet du Roi) et Henri Jaspar (en conseil des ministres) invoquent la menace d'une sécession wallonne pour

nationalisme belge alors dominant, constituent un contrepoint pertinent pour l'intelligibilité de ce moment-clef dans l'histoire de la Belgique contemporaine.

RÉSUMÉ

Virgile ROYEN, *Le mouvement jeune-wallon face à la flamandisation de l'Université de Gand (1918-1924)*

Entre 1918 et 1923, le Mouvement wallon mena son plus grand combat pour le maintien du français en Flandre : la campagne contre la flamandisation de l'Université de Gand. Paradoxalement, l'année 1923 fut aussi marquée par la sécession des fédéralistes à l'Assemblée wallonne. Le cas des "Jeunes-Wallons" est encore plus étrange. Les "Jeunes-Wallons" constituaient à cette époque un groupe d'étudiants et jeunes diplômés de l'Université de Liège, et revendiquaient simultanément la sauvegarde de la culture française en Flandre et l'autodétermination des régions flamandes et wallonnes. Comment pouvaient-ils justifier ce paradoxe ? Dans cet article, les discours politiques produits par ces "Jeunes-Wallons" sont systématiquement analysés, dans le but de comprendre le sens et la logique que donnaient ces militants à ce qui a pu apparaître – parfois même à leurs propres yeux – comme des conceptions contradictoires de la nation.

Mouvement wallon – discours – Université de Gand – Université de Liège – flamandisation – fédéralisme – mouvement étudiant – francophilie

SAMENVATTING

Virgile ROYEN, *De "Jeunes-Wallons" beweging en de vernederlandsing van de Universiteit Gent (1918-1924)*

Tussen 1918 en 1923 voerde de Waalse Beweging zijn grootste strijd voor de handhaving van het Frans in Vlaanderen: de campagne tegen de vernederlandsing van de Rijksuniversiteit Gent. Paradoxaal ging het jaar 1923 ook gepaard met de afscheuring van de federalisten binnen de Assemblée wallonne. Het standpunt van de "Jeunes-Wallons" is nog eigenaardiger. Deze groep bestond uit studenten en jong afgestudeerden van de Luikse universiteit en eiste het zelfbeschikkingsrecht voor de Vlaamse en Waalse landsgedeelten, alsook de handhaving van de Franse cultuur in Vlaanderen. Hoe kon men dergelijke paradox rechtvaardigen? In dit artikel wordt het politieke discours van de "Jeunes-Wallons" systematisch geanalyseerd. De focus ligt hierbij op de betekenis en samenhang die ze gaven aan hun opvattingen over de natie, hoewel die soms zelfs in hun eigen ogen tegenstrijdig waren.

Waalse Beweging – discours – Universiteit Gent – Universiteit Luik – vernederlandsing – federalisme – studentenbeweging – francofilie

refuser la flamandisation de l'Université de Gand. Bruxelles, Archives de l'État en Belgique (Consulté en ligne sur le site arch.be), *Procès-verbaux du Conseil des Ministres*, 45, 13 décembre 1922, p. 7 ; G. DENECKERE, « Turbulentie », *op. cit.*, p. 209 ; H. VAN VELTHOVEN, « 'Amis ennemis' ? », *op. cit.*, p. 52.

ABSTRACT

Virgile ROYEN, *The “Jeunes-Wallons” Movement and the “Flemishisation” of the University of Ghent (1918-1924)*

Between 1918 and 1923, the Walloon Movement led its greatest struggle for the defence of the French language in Flanders: the campaign against the “flemishisation” of the University of Ghent. Paradoxically, the year 1923 was also marked by the secession of the Walloon federalists from the Assemblée wallonne. The case of the “Jeunes-Wallons” is even odder. They formed a student and graduate movement born in the University of Liège, which demanded both protection of the French culture in Flanders and self-determination for the Flemish and Walloon regions. But how could they justify this paradox? This article aims at analysing the political discourses produced by these “Jeunes-Wallons”, by focusing on the meaning and consistency which they gave to these – sometimes admittedly – contradictory views on nation.

Walloon movement – Discourse – University of Ghent – University of Liège – “Flemishisation” – federalism – student activism – francophilia

Illustrations



Liège, Musée de la Vie wallonne, Collections du Musée, Ernest FORGEUR (dessinateur), Comité étudiantin de Résistance à la flamandisation de l'Université de Gand (commanditaire), *Sauvons la Civilisation latine*, lithographie sanguine et noire, Liège, *La Meuse*, [1923]. © Province de Liège – Musée de la Vie wallonne.



Liège, Musée de la Vie wallonne, Collections du Musée, G. PETIT, [Recto et verso de la médaille en l'honneur du combat des étudiants liégeois contre la flamandisation de l'Université de Gand], Mery, [1923]. © Province de Liège – Musée de la Vie wallonne. Suite à la « bataille du Treurenberg », et sur suggestion du professeur Charles Fraipont, le bourgmestre de Liège, Émile Digneffe, fit frapper ces médailles et en décora les poitrines de chacun des membres du Comité estudiantin de Résistance à la Flamandisation de Gand, au cours de la cérémonie d'hommage aux étudiants tenue le 14 janvier 1923, au Forum de Liège⁽²⁹⁶⁾. On peut lire sur le côté face : « Culture française, lien entre les Belges – Souvenir 1923 ».

(296) « Nos cercles. C.E.R.F.U.G. » dans *LU*, 29, 18, 14 mars 1924, p. 3, col. 4. « Échos. », dans *LB*, 1^{ère} année, 7, juillet-août 1923, p. 3, col. 1-2.